

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



Sommaire

Bure : la détermination des militant.e.s	P. 3
Ça bouge dans le Réseau !	P. 6
Des mines aux centrales, surveiller notre environnement !	P. 9
Mobilisons-nous contre les publicités vidéos !	P. 10
Le pouvoir des lobbys contre la démocratie	P. 11
Campagne 2018 pour la signature du TIAN	P. 12
Essais nucléaires : les atteintes aux enfants	P. 14
Le nucléaire en Espagne : état des lieux	P. 16
Si peu radioactifs...	P. 18
BD Silence au bout du fil	P. 19
Des techniciens EDF s'inquiètent	P. 22
Il y a lieu de s'inquiéter de l'optimisme d'EDF	P. 25
Le véritable impact écologique des panneaux solaires	P. 27
Lucisol : le soleil en partage	P. 29
Les choix énergétiques au Portugal et en Belgique	P. 31
Vite, des infos !	P. 32
Nous avons lu, vu, écouté	P. 33
Ça grésille dans le poteau	P. 34
Interview de Ludwig von 88	P. 35

Photo de couverture :
© Eric Coquelin

Déchets, réacteurs, armes, stop aux folies nucléaires

D'hier à demain, de la mine aux déchets, on le sait : le nucléaire est dangereux pour les citoyens et leur environnement ! Pourtant, les travailleurs d'Orange, soumis à la radioactivité de parafoudres, eux ne le savaient pas. Quant à ceux d'EDF, ils s'inquiètent : "Quand un accident arrive, ce n'est jamais celui qui était prévu". Les riverains des anciennes mines d'uranium en Auvergne s'associent avec ceux des fleuves en aval, Loire et Vienne, afin de garder une vigilance sur la qualité de l'eau. Les déchets les plus radioactifs ne sont pas encore stockés à Bure, car la lutte contre CIGEO s'intensifie malgré une répression féroce. Et pendant que pleuvent les grenades sur les opposants, Sébastien Lecornu, le secrétaire d'État de Nicolas Hulot, en passant par la Lorraine avec ses gros sabots, distribue de l'argent public pour acheter les consciences en guise de dialogue.

De Tchernobyl à Fukushima, de Regane à Mururoa, le nucléaire qu'il soit civil ou militaire, constitue une catastrophe ingérable... Naoto Kan, le Premier ministre japonais en exercice au moment de la catastrophe de Fukushima, l'a bien compris : depuis, il est devenu antinucléaire (voir dans ce numéro sa tournée en France pour tenter de convaincre les politiques français et européens). Au même moment, grâce au vote organisé par la France Insoumise, plus de 292 000 personnes se sont exprimées en France pour la sortie du nucléaire comme source d'électricité. Alors que les projets citoyens d'investissement dans le photovoltaïque se développent, que les coûts des énergies renouvelables poursuivent leur baisse,



© B. Cottier

les rendant compétitives par rapport au "nouveau" nucléaire, les banques continuent encore d'investir dans la filière. Pourtant les coûts du démantèlement restent flous.

Et le très court et trop restreint débat qui se déroule entre mars et juin sur la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie paraît encore renvoyer à après-demain la sortie du nucléaire civil.

Verra-t-on un jour la France signer le récent et historique Traité International d'Interdiction des Armes Nucléaires, premier pas vers une abolition, une élimination de ces armes apocalyptiques sur toute la planète ?

Le combat est à poursuivre aujourd'hui et encore demain sur les deux fronts, tant le nucléaire militaire est la raison d'être du nucléaire civil. C'est l'axe de la campagne que mène actuellement le Réseau en lien avec d'autres associations nationales.

Le Réseau "Sortir du nucléaire"

Mentions légales :

Revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" n°77
Mai 2018 - Dépôt légal à parution.
Abonnez-vous pour un an (4 numéros):
12 €, ou 20 € en soutien, sur :
<http://boutique.sortirdunucleaire.org>
Ou courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04
(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")
Directeur de publication : Bernard Cottier.
Rédaction en chef : Myriam Battarel.
Maquette : Wladimir Quénu.
Relectures : Nadia Boukacem



CPPAP : 0618 G 83296 — ISSN : 1276-342 X

Tirage : 11 000 exemplaires.

Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé avec des encres à base végétale.

Retrouvez toute l'actualité sur :

www.sortirdunucleaire.org

La reproduction d'articles est autorisée et vivement conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs.

Faites comme le Réseau "Sortir du nucléaire" en souscrivant à l'offre d'électricité à 100 % d'origine renouvelable, garantie sans nucléaire, fournie par Enercoop : <http://www.enercoop.org>

En supplément à ce numéro : 1 feuillet avec bulletin de ré-abonnement

Bure : la répression n'entame pas la détermination des militant.e.s

La répression se durcit contre l'opposition à la poubelle nucléaire de Bure. Le 22 février 2018, le gouvernement a procédé à l'évacuation des habitants du Bois Lejuc et fait perquisitionner la Maison de Résistance, à Bure. Quelques semaines plus tard, un week-end inter-comités était encadré par un dispositif policier disproportionné. Parfaitement coordonné, ce coup de force avait un objectif politique : envoyer un signal à l'opposition anti-Cigéo et démontrer la détermination de l'État à faire passer le projet par la force... et au mépris de la loi.

Expulsion du Bois Lejuc le 22 février : opération militaire, opération de com' ou manœuvre politique ?

La nuit est particulièrement froide quand l'épais brouillard qui enveloppe la campagne meusienne se dissipe enfin, dévoilant le spectacle surréaliste d'une colonne de feux arrières rouges qui balise un chemin jusqu'à la lisière du Bois Lejuc. Une trentaine de véhicules de la gendarmerie se sont positionnés sur le bas-côté de la départementale déserte. Le reste des 500 gendarmes qui composent les cinq escadrons mobilisés se dispersent dans les villages de Bure et de Mandres-en-Barrois. Ils attendent le coup de sifflet du ministre de l'Intérieur Gérard Colomb à Paris, puis celui de la préfète de la Meuse, Muriel Nguyen, pour lancer une opération militaire surdimensionnée.

Le coup d'envoi intervient à 06h15. Armés de gaz lacrymogènes et de flash-balls, les gendarmes escortent les bulldozers qui déblayeront les débris des cabanes après les avoir détruites. L'équipe de grimpeurs ouvre la marche et balayent la cime des grands chênes avec leurs lampes, à la recherche des Hiboux ! les plus haut perchés. Un occupant se souvient : "J'ai vu au pied des arbres une grosse lampe pointée vers la cabane qui s'est illuminée. Ce n'était clairement pas la puissance de nos frontales qui faisait ça. Les différentes barricades étaient en train d'être expulsées."² Dans le ciel délavé, un hélicoptère quadrille la zone tandis qu'à plus basse altitude, un drone trace d'inquiétantes diagonales.



© vmc.camp

L'expulsion du bois conduite par la préfecture de la Meuse et la gendarmerie a des allures d'intervention militaire, mais pas que. La disproportion du dispositif mobilisé pour une vingtaine d'occupant.e.s, le timing, la présence de certains médias : tout indique qu'il s'agit d'une opération de communication. Très vite, les images des caméras embarquées sur les gendarmes sont transmises aux médias et, dès l'aube, les journalistes de BFMTV sont sur place.

Dans l'excitation du raid mené contre le bois, des dizaines de gardes mobiles font irruption dans la Maison de Résistance de Bure, en délogent par la force les personnes qui s'y étaient réfugiées et la perquisitionnent, violant allègrement les procédures requises pour une telle opération. Le Réseau "Sortir du nucléaire", co-propriétaire de la maison, porte immédiatement plainte pour violation de domicile.

DR

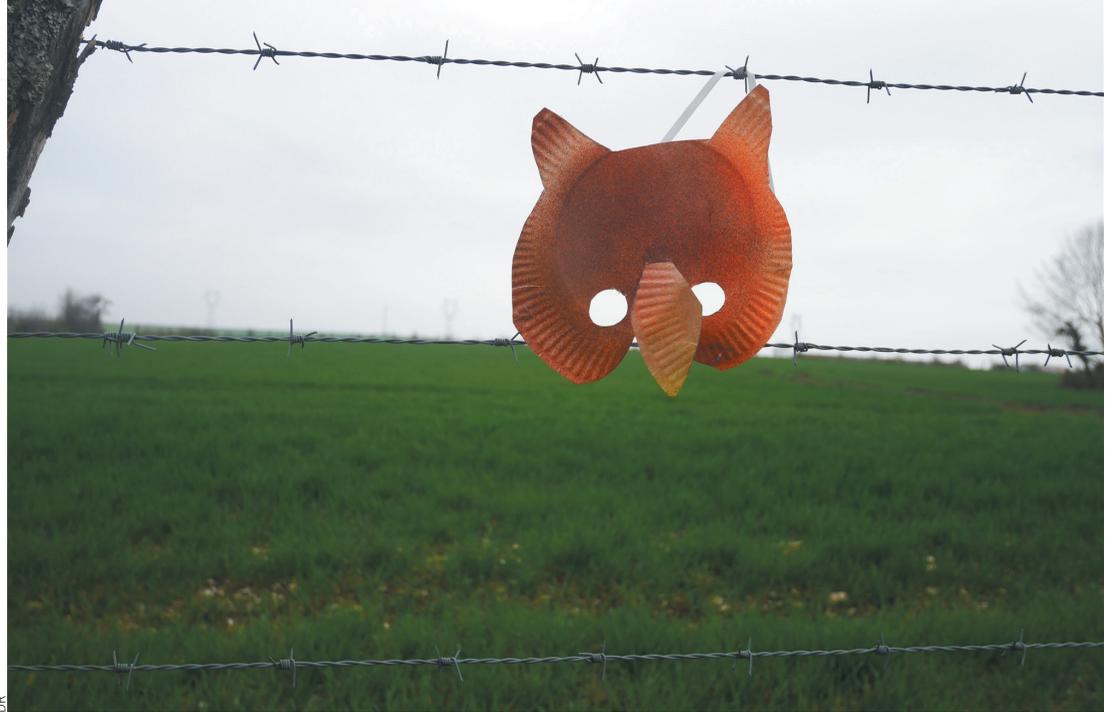
Côté politique, l'opération ouvre une journée décisive pour le projet Cigéo. La machine politico-médiatique se met En Marche : les chaînes d'info en continu diffusent en boucle l'image d'une pelleuse qui détruit une cabane de bois. Dans la foulée, Sébastien Lecomu, secrétaire d'État à la Transition écologique — dont la venue avait été annoncée quelques jours avant — s'exprime lors d'un point presse à la préfecture de la Meuse, déclarant que "tout est fait pour empêcher la constitution d'une ZAD". Et de poursuivre qu'il faut "réinventer en permanence un modèle de concertation" tout en prônant "le dialogue avec toutes les parties prenantes, et la fermeté, wavec ceux qui se sont eux-mêmes exclus"³.

Notes :

- 1 : Nom donné aux occupants du bois.
- 2 : Extrait de l'émission Médiapart Live, À Bure, "les manif' bon enfant, ça ne paye plus", diffusée le 28 février 2018 sur Youtube.
- 3 : Déclaration de Sébastien Lecomu au point presse à la préfecture de la Meuse, 22 février 2018.

Tout est fait pour empêcher la constitution d'une ZAD contre CIGEO dans le Bois Lejuc...





Dans l'hémicycle, Nicolas Hulot embraye sur un discours ferme envers les opposant.e.s. Pour dénoncer cette mascarade, les associations anti-Cigéo qui, la veille de l'expulsion, avaient reçu une invitation de dernière minute pour une rencontre, ont boycotté la réunion prévue avec Sébastien Lecornu.

La collaboration entre certains médias à grande audience et la préfecture était réglée comme du papier à musique et aurait pu faire mouche : convaincre l'opinion que l'opposition "illégal" à Bure est révolue pour, quelques semaines après, annoncer un "débat national" bidon, bien à l'abri des éclairages contestataires. C'était sans compter sur la résilience des opposant.e.s. Partout en France, mais aussi en Allemagne, en Autriche, en Belgique... plus de 70 rassemblements de soutien ont été organisés le soir même de l'expulsion, rassemblant des milliers de personnes. La semaine suivante, 500 personnes ont convergé près de Bure pour un week-end inter-comités.

Un week-end inter-comités sous pression (policière)

Prévu de longue date, le week-end des 3 et 4 mars devait être une fête. L'expulsion de la semaine précédente a donné une nouvelle dimension au

rassemblement. Bien décidés à faire capoter ce moment-clé de la lutte, la préfecture et le ministère de l'Intérieur ne relâchent pas la pression qui règne depuis l'expulsion et même, ils l'accroissent.



Le jeudi soir à 23h, la préfecture de la Meuse publie en toute discrétion des arrêtés particulièrement liberticides. Interdiction de circuler, de stationner, de manifester, de transporter du matériel sur les communes de Bure et Mandres-en-Barrois : tous ces arrêtés contreviennent à la liberté de circulation, de réunion et de manifestation. Dès le vendredi, le Réseau dépose un référé pour tenter de les faire annuler... sans succès. Contrôles routiers, contrôles d'identité, tests salivaires, accès aux routes partiellement bloqués, canons à eau, forte présence policière : les forces de l'ordre tentent de dissuader les participant.e.s de converger vers Bure et Mandres-en-Barrois.

Face à la stratégie de la tension entretenue par les autorités, les manifestant.e.s font preuve de sagesse. Comme pour défier, symboliquement, les arrêtés liberticides, certain.e.s manifestant.e.s brandissent des banderoles "Hulot m'a radicalisé". Façon aussi de moquer le discours officiel qui opère un tri absurde entre "opposants légaux" et "opposants

Mascarade judiciaire

Autre mascarade judiciaire, le Conseil d'État a tranché le 11 avril sur le mauvais feuillet du coût de CIGÉO. En 2016, par complaisance envers EDF et Areva qui souhaitaient provisionner le moins possible pour la gestion de leurs déchets radioactifs, Ségolène Royal avait arbitrairement fixé le coût du projet à 25 milliards d'euros. Un montant profondément mensonger, sachant qu'une évaluation de l'Andra, considérée comme optimiste, faisait état de 34,5 milliards... Pour dénoncer ce mensonge et le risque pour les générations futures de devoir mettre la main à la poche, le Réseau "Sortir du nucléaire" et quatre autres associations avaient alors déposé un recours. Refusant d'alourdir le passif d'EDF, le Conseil d'État a finalement rejeté cette requête par un raisonnement absurde : puisque le coût réel de CIGÉO est entouré de tant d'incertitudes, aucune erreur d'appréciation ne peut être reprochée au gouvernement dans la détermination de ce montant ! Au vu du flou du projet, que sont quelques dizaines de milliards ? Les associations ne s'en tiennent pas là et exigent de Nicolas Hulot une réévaluation en urgence du coût.

illégaux". Car dans le cortège du samedi, la réalité d'une lutte diverse mais soudée fait voler en éclat les catégories stupides du discours politico-médiatique : les masques de hiboux sont arborés aussi bien par les ex-occupant.e.s du bois que par des militant.e.s historiques, les slogans et les chansons se mêlent. Élu.e.s, riverain.e.s et agriculteurs marchent aux côtés de militant.e.s plus jeunes, à l'engagement plus radical.

Pendant les parcours du week-end, les gendarmes cherchent l'affrontement. Le samedi, la tentative de construire une vigie sur un terrain appartenant à un sympathisant n'aboutira pas et les militant.e.s préfèrent se replier. Dimanche, une centaine de personnes tente de se diriger vers la forêt. En réponse, les gardes mobiles les prennent en chasse jusque dans les rues du village de Mandres-en-Barrois. Flash-balls et lanceurs de grenades lacrymogènes à l'épaule, les fonctionnaires effectuent des sommations qui résonnent dans tout le village. Très vite, les petites rues sont saturées de gaz, qui pénètre dans les maisons par les cheminées. Certains fonctionnaires vont même jusqu'à harceler des manifestant.e.s retranché.e.s dans des jardins privés. Survoltés, les gendarmes décident de faire une charge virulente et interpellent neuf personnes, dont cinq pour regroupement "irrégulier". Une personne sera finalement jugée en comparution immédiate et écoper de trois mois de prison avec sursis tandis que sept autres resteront plus de 72 heures en garde à vue, dans des gendarmeries différentes.

Quand l'État policier remplace l'État de droit

En parallèle des actions de police menées sur le terrain, la justice semble fournir un outillage supplémentaire à l'État et l'Andra dans leur stratégie de criminalisation de la lutte. Après la condamnation de l'agriculteur Jean-Pierre Simon en 2016 pour avoir prêté son tracteur et sa bétailière à des manifestant.e.s, l'État franchi un nouveau seuil de ridicule : début mars, un militant a été condamné pour avoir transporté dans sa camionnette une pelle à tarte et deux opipels. Motif : "détenion et transport d'armes" !



On peut légitimement se demander si le procureur de la République n'adopte pas une stratégie d'intimidation judiciaire. Suites aux multiples arrestations lors de l'évacuation du Bois Lejuc et du week-end inter-comités, une pluie de condamnations s'est abattue. Le paroxysme de la partialité a



été atteint le 10 avril, lorsque le Tribunal de grande instance de Bar-le-Duc a condamné deux militants associatifs et syndicaux à quatre mois de prison avec sursis pour leur participation supposée à la chute du mur dans le Bois Lejuc en 2016, ainsi qu'à 3000 € d'amende chacun. Pourtant, s'ils s'étaient déclarés solidaires de cette action, aucun n'y avait participé. Cherchant à fabriquer à tout prix des coupables, le procureur avait ignoré le certificat médical attestant que l'un d'eux, qui venait de subir une opération, aurait été incapable de tirer sur une corde pour faire tomber de lourdes plaques de béton. De manière arbitraire, il a déduit que le deuxième militant, qui apparaissait sur une photo floue le doigt levé, "donnait des instructions" pour la destruction du mur ! Le même jour, un troisième opposant a été condamné pour "diffamation" à deux amendes de 400 €, pour avoir déclaré qu'un commandant de gendarmerie avait essayé de l'étrangler.

La détermination ne faiblit pas !

Mais loin de briser la résistance, ces coups de force ne font que renforcer la détermination des opposant.e.s. "Par la brutalité de son action, le gouvernement a brisé le dialogue avec les différents opposants et a cimenté les liens de notre opposition", ont souligné les associations présentes lors du week-end inter-comités. Claude Kaiser, secrétaire de l'association des élus opposés à l'enfouissement des déchets radioactifs, résume : "Ils ont abandonné (le projet d'aéroport de NNDL) et ils avaient besoin de montrer leurs muscles. Quelle pitié, 500 gendarmes, des drones, des hélicoptères pour quelques jeunes, quelle honte ! On soutient les Hiboux du Bois Lejuc, on est toujours là, on recommencera." "On reprendra la forêt, elle est à nous !" ⁴, répond en chœur la foule.

Julien Baldassarra

Maison vigilante

En réponse à la tentative de déraciner la lutte, des associations projettent de l'ancrer encore plus en rachetant une maison garde-barrière à Gondrecourt, au bord des rails censés accueillir les convois de déchets radioactifs. Vous pouvez contribuer à l'achat sur le site Helloasso (taper "Une maison vigilante dans le fief de l'Andra à Gondrecourt le château").

Notes :

⁴ : "Bure : "La forêt est à nous, on la reprendra"", article paru sur lemonde.fr, le 23 février 2018.

Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref, quelques temps forts passés ou à venir, en complément des actions mises en lumière dans les autres pages de cette revue. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par e-mail à Méliande Seyzériat, coordinatrice nationale des groupes et actions. Contact : mobilisations@sortirdunucleaire.fr

10 mars : les ponts d'autoroutes rhabillés aux couleurs antinucléaires

Du Portugal à l'Autriche, en passant par la France et l'Allemagne, des militant.e.s ont redécoré des ponts d'autoroutes avec de nombreux messages antinucléaires. Dans l'hexagone, on dénombrait pas moins d'une quarantaine de ponts occupés, à Paris, en Bretagne, dans le Grand Est... Une action facile à mettre en place pour toucher un maximum de personnes à la fois. Peut-être que certains automobilistes ont croisé les mêmes messages une dizaine de fois !



© Catherine Non Merci



© Eric Couquelin

À 14h46, l'heure pile de l'explosion à Fukushima, nous avons commencé par un die-in, mais nous étions tellement nombreux que malgré les 300 masques prévus, nous avons été à court de matériel. Le die-in était suivi d'une chorégraphie symbolisant le rejet du nucléaire mortifère pour aller vers les énergies renouvelables, des centaines d'éoliennes et de soleil avaient préalablement été fabriqués lors d'un atelier convivial ! L'action était accompagnée de musique japonaise (trompette et tambours), puis des représentants d'associations se sont relayés au micro pour parler des sujets comme les effets de la radioactivité sur la santé, la lutte à Bure, l'EPR de Flamanville, la situation en France. Ensuite, Jean-Luc Mélenchon s'est exprimé pour présenter la votation populaire lancée par la France Insoumise, votation qui débutait aussi le 11 mars avec 2000 points de vote, et qui a recueilli 315 000 votes, dont 280 000 étaient pour la sortie du nucléaire, soit 93 % des votants !

Selon la députée FI Mathilde Panot, très engagée sur la question du nucléaire, "cette votation engage aussi et surtout la responsabilité du gouvernement", qui ne peut pas continuer à faire la sourde oreille et à s'entêter dans cette énergie alors que tous les éléments pragmatiques montrent que c'est une énergie dépassée".

Affaire à suivre donc...

Tournée de Naoto Kan en France

À l'invitation de Yosomono.net et du Réseau "Sortir du nucléaire", Naoto Kan, ancien Premier ministre du Japon, en exercice au moment de la catastrophe de Fukushima, a passé cinq jours en France pour affirmer la nécessité de sortir du nucléaire. Naoto Kan a été extrêmement marqué par la catastrophe de Fukushima, qui a fait de lui un fervent antinucléaire. Il met aujourd'hui son témoignage de la gestion impossible de la catastrophe au service de la lutte pour la sortie du nucléaire. Il est venu en France pour partager son vécu, notamment auprès des élu.e.s – à l'Assemblée Nationale et au Parlement Européen de Strasbourg – mais aussi pour soutenir les militant.e.s antinucléaires français. Sa venue en France aura été l'occasion de diffuser "Le couvercle du soleil", un docu-fiction exceptionnel sur les quelques jours qui ont suivi la catastrophe. Une plongée au cœur d'un gouvernement en crise, incapable de gérer l'ingérable.

Lundi 12 mars - Paris

Pour la première fois en France était projeté le film "Le Couvercle du Soleil", avec la présence exceptionnelle de Naoto Kan et M. Tamiyoshi Tachibana, producteur exécutif. Dans ce film de Furoshi Sato, le héros, Nabeshima, journaliste en poste dans le Press Club du Cabinet du premier ministre essaie, au cours des cinq

11 mars : un millier de personnes rassem- blées contre le nucléaire à Paris

À l'occasion des 7 ans de la catastrophe de Fukushima, le Réseau "Sortir du nucléaire" en partenariat avec Sortir du nucléaire Paris, Yosomono, la France Insoumise, EELV, Attac, Solidaires... appelaient à se rassembler sur la Place de la République avec pour mot d'ordre "N'attendons pas l'accident, sortons du nucléaire et levons les obstacles au développement des alternatives". Au programme, stands, ateliers, prises de parole, action chorégraphique... Tout cela sous un grand soleil de début de printemps.



© Eric Couquelin

jours après le début de la catastrophe à Fukushima-Daiichi, de comprendre le déroulement des événements. Il met en avant les flottements de la direction de TEPCO et du gouvernement japonais dans les prises de décisions permettant de limiter la catastrophe. À la fin du film, on voit Nabeshima interroger un jeune salarié de la compagnie d'électricité sur la situation actuelle de la centrale. Celui-ci lui dit clairement : "Rien n'a changé au bout de cinq ans". La salle était bondée, de nombreuses personnes n'ont pas pu entrer, mais les échanges avec Naoto Kan furent riches et nombreux.



© Chihari

Mardi 13 mars - Paris

Naoto Kan était invité à une conférence de presse au Parlement, à l'invitation de député.e.s de la France Insoumise et en présence de nombreux journalistes et de députés représentant les différents groupes parlementaires de l'Assemblée Nationale. Cette conférence de presse s'est prolongée par un temps d'échange libre avec de nombreux invité.e.s. Nicolas Hulot, présent à l'Assemblée, n'a pas daigné venir saluer Naoto Kan !

Mercredi 14 mars - Strasbourg

Naoto Kan a poursuivi sa tournée à Strasbourg sur l'invitation de Michèle Rivasi et des écologistes européens. Il s'est rendu à la mairie de Strasbourg ainsi qu'au Parlement Européen pour échanger avec les journalistes, les député.e.s et les militant.e.s présent.e.s.

Jeudi 15 mars - Flamanville

L'ancien Premier ministre japonais s'est ensuite rendu dans le Cotentin, pour les deux derniers jours de sa visite française. Il est allé à proximité de la centrale de Flamanville et de son EPR en construction. Une gerbe a été déposée sur la stèle des irradiés connus et inconnus. Naoto Kan a déclaré qu'il ne fallait pas démarrer l'EPR. Le soir, "Le Couvercle du Soleil" était projeté, rassemblant plus de 400 personnes.

Vendredi 16 mars – La Hague

Le vendredi, Naoto Kan a visité les alentours de l'usine de "retraitement" de La Hague, en présence d'André Guillemette de l'ACRO, qui lui a indiqué les différents lieux de rejets de déchets radioactifs autour de l'usine. Au cours de cette visite, Naoto Kan s'est exprimé sur les 20 tonnes de plutonium d'origine japonaise (issu du retraitement de combustibles usagés japonais retraités à La Hague il y a quelques années). La loi française exige que ce plutonium retourne au Japon, Naoto Kan ne souhaite pas son retour en l'état en raison du risque de prolifération. Il suggère de faire comme au USA avec les surplus de plutonium militaire, le re-mélanger avec un produit neutre empêchant le risque d'atteindre la masse critique permettant une réaction nucléaire, avant tout retour au Japon.

Au cours de ses multiples conférences de presse et interviews, Naoto Kan n'a cessé de réaffirmer son engagement pour la sortie du nucléaire, voici quelques citations choisies :

"Fermer au plus vite les centrales nucléaires car une centrale nucléaire sûre est une centrale fermée."

"Plus les centrales sont vieilles, plus vite il faut les fermer. Je suis complètement opposé à la prolongation de vie des anciennes centrales."

"Auparavant, avant la catastrophe, j'étais un peu comme tout le monde. Il n'y avait jamais eu de véritables accidents nucléaires au Japon et un mythe de la sécurité s'était mis en place. Pendant longtemps, beaucoup de fonctionnaires japonais y ont cru, et je suis l'un d'entre eux. Le 26 avril 1986, il y a certes eu l'accident de la centrale de Tchernobyl. Mais nous

pensions que c'était lié à l'ancienne Union soviétique et qu'au Japon, un pays très sûr, un tel accident ne pouvait arriver. Or cela s'est produit. Et ce fut pire qu'à Tchernobyl !"

"On ne peut pas courir un tel risque pour les territoires et les populations. Aucune technologie ne peut nous protéger. Le jeu n'en vaut pas la chandelle. J'ai donc décidé de consacrer le reste de ma vie à me battre pour que le nucléaire disparaisse."

"Les énergies renouvelables peuvent remplacer le nucléaire. Elles sont bien moins coûteuses que la production d'une centrale nouvelle génération comme celle de Flamanville."

"Il faut parler des énergies renouvelables et démontrer qu'elles peuvent complètement remplacer le nucléaire. Vous pouvez donner l'exemple des pays voisins de la France comme l'Allemagne, l'Espagne et le Danemark. Au Danemark, 60 % de l'électricité est produite grâce aux énergies renouvelables. Donc pourquoi pas en France ?"

Bel accueil pour la tournée "Atomes fourchus"

La tournée "Atomes fourchus" par Johann Charvel a été accueillie par plusieurs groupes du Réseau autour de l'anniversaire de Fukushima, entre la Lozère, Saint-Étienne, Lyon et la Normandie. Cette pièce, ou plutôt, cette conférence gesticulée est un objet hybride traitant du nucléaire, thème qui ne prête généralement pas à sourire. Mais le comédien, loin de le dédramatiser, a réussi à traiter la question de façon burlesque. À travers des métaphores et des blagues en tout genre il rappelle



© Johann Charvel

des faits troublants à la pelle : prétendue indépendance énergétique de la France, sûreté nucléaire, rôle de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans l'évaluation du nombre de morts à Tchernobyl... Il repartira sans doute en tournée à la rentrée 2018, gardez en œil sur l'agenda du Réseau pour connaître les dates !

300 personnes participent à une conférence sur les déchets nucléaires près de Bourges

Sortir du nucléaire "Berry-Giennois-Puisaye" organisait le 21 avril une conférence sur les déchets nucléaires avec Bernard Laponche, expert en nucléaire et membre de Global Chance.

Lors de son exposé, il a expliqué pourquoi le stockage des déchets en profondeur à Bure était une solution inacceptable, car irréversible. Ce serait une catastrophe annoncée pour les générations futures. Il s'est aussi étendu sur le sujet brûlant de La Hague, où sont actuellement stockés les déchets radioactifs les plus dangereux. Le site est à saturation en plus d'être fuyard et vieillissant. En effet, il concentre 80 % des rejets radioactifs en France et des radionucléides ont été retrouvés jusque dans la mer du Nord ! Ce site, qui concentre l'équivalent de 100 cœurs de réacteurs, est une vraie bombe à retardement. Bien évidemment, la conférence s'est terminée avec de nombreuses questions plus ciblées de la part des auditeurs, concernant le site de Belleville, où l'industrie nucléaire voudrait accueillir une piscine de stockage des combustibles usés issus des cœurs de réacteurs. Ce projet, préparé dans l'ombre par EDF et l'ASN, est censé désengorger le site de La Hague...

Rencontres d'été 2018, près de Narbonne du 6 au 12 août 2018, pour partager vos savoirs, expériences et capacités de résistance

Les organisateurs de ces rencontres, des militant.e.s antinucléaires indépendant.e.s de divers pays, organisent un rassemblement qui a pour but de permettre le "réseautage" international ainsi que le partage de savoirs et d'expériences en lien avec la question nucléaire. Ces rencontres d'été porteront sur deux thèmes en particulier :



Le premier thème concernera l'usine de Malvesi-Areva - désormais renommée Orano - près de Narbonne où l'on traite le Yellow Cake (concentrés d'uranium brut) provenant de plusieurs pays du monde afin de le transformer en uranium à enrichir comme "carburant" pour les centrales nucléaires. Lors de ce camp, une journée sera consacrée à une action sur Narbonne.

L'autre thème traité sera les risques liés aux transports de matières radioactives et cela, d'un bout à l'autre de la chaîne, depuis l'uranium brut importé jusqu'aux déchets radioactifs.

Le programme sera conçu de telle façon que les participant.e.s pourront tout autant partager les expériences acquises que préparer de nouvelles campagnes et projets communs... En plus des échanges culturels et artistiques, avec musique, projections le soir...

Ce camp coïncidera aussi avec les commémorations des bombes atomiques larguées sur Hiroshima et Nagasaki les 6 et 9 août 1945. Nous voulons saisir cette occasion pour souligner les dégâts déjà causés par cette arme de destruction massive et

les dangers, toujours très actuels, d'une guerre nucléaire...

Les organisateurs attendent votre contribution à tout atelier, présentation et discussion qui traite du nucléaire. Et les participant.e.s internationaux exposeront la situation du nucléaire dans leur pays, ainsi que leurs résistances actives à la nucléarisation des territoires.

Le camp se situera dans un champ de jeunes oliviers à une dizaine de kilomètres de Narbonne et de la mer Méditerranée, où seront installées toilettes sèches, douchessolaires, cuisines et grandes tentes. Apportez vos tentes, duvets, chaises pliantes, instruments de musique et autres accessoires artistiques. Un montant journalier sera à régler pour la nourriture, l'eau et autres dépenses du camp. Si vous avez peu de moyens, contactez les organisateurs.

Pour plus d'informations, adressez-vous à : camp2018@nuclear-heritage.net

Pour vous inscrire, écrivez à : camp-registration@nuclear-heritage.net

À propos de l'usine d'Orano (ex-Areva) à Malvesi :

L'usine de conversion d'uranium de Narbonne-Malvesi, située à 3 km du centre-ville, pourrait convertir jusqu'à 21 000 tonnes d'uranium par an en tétrafluorure d'uranium (UF4) dans les prochaines années. Et Orano veut faire encore plus de profit avec une installation expérimentale de vaporisation dans l'atmosphère des déchets liquides radioactifs et chimiques de l'usine. Orano souhaite aussi exporter ce procédé appelé TDN-Thor, soit disant « propre ». Orano détient l'autorisation d'émettre pendant 40 ans des gaz toxiques provenant de la transformation des 350 000 m3 de déchets liquides actuellement stockés dans des bassins à l'air libre. Les risques pour la santé des habitants, la faune et la flore sont importants et dangereux.

Des mines aux centrales, surveiller notre environnement !

Le groupe régional SDN Loire et Vienne, collectif d'associations antinucléaires, est particulièrement mobilisé sur les impacts de la filière nucléaire sur la qualité de l'eau. Cela est dû notamment au versement délibéré de plutonium dans la Loire suite aux accidents des réacteurs graphite-gaz de Saint-Laurent-des-Eaux en 1969, puis en 1980. Dans ce cadre, et suite à une idée de Dominique Boutin (CLI Chinon), a été organisée en octobre dernier une visite à Saint-Priest-la-Prugne (42), site d'extraction d'uranium exploité de 1955 à 1980, et où les eaux sont encore impactées par les résidus d'uranium et autres particules radioactives... Nous avons été formidablement reçus par Arlette Maussan, animatrice du Collectif des Bois Noirs.

En aval de la mine a été "aménagé" un grand bassin (nappe d'eau de 2 mètres, sur une surface de 20 ha) recouvrant des résidus de traitement de minerai d'uranium, soient 1,4 millions de tonnes de résidus radioactifs... Quelques centaines de mètres au-dessus, de 1960 à 1980 a fonctionné l'usine de traitement SIMO, laquelle a été démolie en 2006. AREVA a essayé d'échapper à la contrainte des réglementations "grand barrage" en proposant des travaux de réaménagement du site. Les derniers projets consistaient à enlever l'eau du grand bassin pour la remplacer par des matériaux solides, puis de réduire la hauteur de la digue.

Ces projets invraisemblables ont été rejetés par la population, par les élus et même par l'administration. Le Collectif des Bois Noirs avait alors acheté une parcelle de terrain convoitée par AREVA pour le dernier projet. Des élus ont fait une démarche identique. N'ayant pu réaliser l'assèchement du bassin, AREVA a abandonné tout projet de réaménagement et a gagné plusieurs années à ne rien faire. Les administrations ont alors préparé des Arrêtés Préfectoraux pour une création ICPE¹ et pour obtenir une étude d'impact et de dangers. Les AP pour la création de l'ICPE et pour les études (impact/danger) ont été pris début 2017.

Les premiers textes de 2016 avaient été attaqués par AREVA et négociés à la baisse au ministère de l'Environnement. Notamment, la surface de l'ICPE aurait dû couvrir l'ensemble du site AREVA. En fait l'ICPE couvre le bassin des résidus radioactifs, la digue et la station de traitement située en contre-bas. Un drain de la digue sort à l'extérieur du site et ne va pas à la Station de Traitement des Eaux.

Lors de notre visite, nous avons pu constater que cette station est mal entretenue. De plus, nous avons mesuré des taux de radioactivité importants des eaux de suintement dans les drains au pied du barrage.

Une maquette en relief, réalisée par une étudiante en géologie de Tours, nous a montré le parcours de la Besbre, rivière traversant le site uranifère fortement faillé. Les résidus radioactifs sont situés en fond de vallée sur la faille où circulait la Besbre. Que deviennent les eaux souterraines ? Où iront les eaux



DR

Certaines pierres du remblai de ce chemin forestier se révèlent extrêmement radioactives...

contaminées dans le long terme ? Jusqu'à Vichy ? Dans la Loire ?

Nous avons aussi visité nombre de lieux concernés par la réutilisation de "stériles radioactifs". Ici, des milliers de m³ de "stériles" ont été utilisés pour faire une plate-forme et construire une scierie ; là, des "stériles" ont été étendus pour aménager une route ou un chemin, même en pleine forêt...

Le Collectif des Bois Noirs, mais aussi de nombreux élus, ont réclamé à AREVA de sécuriser ces endroits. Lorsque la radioactivité est vraiment élevée, AREVA envoie quelques engins pour "décaisser" quelques m³ et envoyer ces matériaux dans une mine à ciel ouvert officiellement interdite au public. Mais AREVA attend la mise en place d'une nouvelle directive nationale pour les suites à donner sur les cas "discussion". Autant dire qu'AREVA fait traîner les dossiers pour intervenir le moins possible...

Alors que dire du devoir de mémoire sur tous ces lieux contaminés et contaminants ? Qui va payer et gérer la décontamination des restes radioactifs de cette mine d'uranium et de toutes les autres ?

Ces deux journées sur le terrain ont renforcé la motivation du groupe SDN LeV pour la surveillance de notre environnement en termes de radiations. Et dans l'avenir, des prélèvements pour analyse seront réalisés au niveau de la Loire et de la Vienne ; nous en parlerons dans une prochaine revue.

Bernard Cottier

Notes :

¹ : Installation classée pour la protection de l'environnement

Qui va payer et gérer la décontamination des restes radioactifs de cette mine d'uranium et de toutes les autres ?



DR

Mesure de radioactivité de l'eau en sortie de drain

Mobilisons-nous contre les publicités vidéos dans l'espace public !

Le kit militant est à retrouver sur le site web : stop-pub.video

Au printemps, l'association "Résistance à l'Agression Publicitaire" lançait une nouvelle campagne contre les écrans publicitaires vidéos, en partenariat avec le Réseau "Sortir du nucléaire". Pour dénoncer cette nouvelle publicité polluante et dangereuse, l'idée est de recouvrir un maximum de panneaux avec de grandes affiches et de poster les photos d'actions sur les réseaux sociaux avec le hashtag #StopPubVidéo

Pourquoi se mobiliser ?

Affichages imposés, éblouissants et animés

On reçoit en moyenne entre 1200 et 2200 messages publicitaires par jour. Avec l'installation d'écrans publicitaires vidéos un peu partout, ce matraquage s'amplifie encore et devient insupportable ! Plus encore que les affichages papiers, avec sa luminosité et ses images en mouvement, la publicité vidéo s'impose au regard en captant notre attention.

Gaspillage de ressources et impact sur l'environnement

Un panneau avec une face numérique consomme sept fois plus que le plus économe des mobiliers non numériques. Soit environ l'équivalent d'un foyer de quatre personnes : un vrai gaspillage énergétique ! Comment justifier une telle débauche dans le contexte des engagements pris lors de la COP 21 ? De plus, pour être fabriqués, ces écrans requièrent beaucoup d'énergie et des matériaux qui sont limités et dont l'extraction se fait souvent au mépris de l'environnement et de la santé des travailleurs. Cette pub très lumineuse est aussi nocive pour la biodiversité, avec un impact énorme sur la faune et la flore.

Fatigue, stress et surcharge cognitive

Les écrans sont considérés par de nombreux scientifiques comme en partie responsables de surcharge cognitive, "cette technologie exploite le fait que toute image en mouvement dans la périphérie du champ visuel capture automatiquement l'attention de l'individu. Cette réaction automatique, héritage de notre évolution au cours de laquelle le danger pouvait surgir sans prévenir, s'accompagne d'une augmentation du niveau d'alerte et de stress".

Banalisation des écrans et effets sur les enfants

Nous passons déjà beaucoup de temps devant les écrans dans les espaces privés. En 2013, le nombre d'écrans en moyenne par foyer était déjà de 6,5. L'installation de nombreux écrans publicitaires dans l'espace public participe à leur banalisation alors même qu'ils posent des problèmes de santé, en particulier chez les plus jeunes. Selon les spécialistes, l'exposition est considérée comme dangereuse en particulier pour les enfants de

0 à 4 ans avec un impact retardant leur développement. Par ailleurs, la publicité a été supprimée des programmes jeunesse de la télévision publique, en cohérence, les vidéos publicitaires ne devraient pas être imposées aux enfants que ce soit dans la rue ou dans les transports publics.



© RAP

Intrusion dans la vie privée et ciblage

Les écrans étant numériques et connectés, il est facile et peu coûteux d'y ajouter des caméras ou des capteurs Wi-Fi. Avec ceux-ci, il est possible de relever nos déplacements en ville, si l'on regarde la publicité et pendant combien de temps, notre origine ethnique, notre sexe, notre âge, etc. Les panneaux étant connectés à internet, ils peuvent ensuite transmettre ces données à l'afficheur qui va pouvoir les revendre. Ainsi, les écrans vidéos sont les chevaux de Troie pour nous espionner et imposer de la publicité ciblée.

Dangereux pour la circulation

Du fait de leur caractère animé, les écrans publicitaires vidéos attirent le regard des conducteurs, les déconcentrent et constituent un risque d'accident. Aux États-Unis, où ces dispositifs ont été développés, une étude de 2015 portant sur huit emplacements d'affichage numérique sur des autoroutes en Floride et en Alabama, a montré des taux d'accidents significativement plus élevés, de 25 % de plus en Floride et de 29 % en Alabama. Un nombre disproportionné de collisions arrières et latérales, typiques des accidents causés par la distraction du conducteur.

Résistance à l'Agression Publicitaire et le Réseau "Sortir du nucléaire"



Un panneau numérique consomme l'équivalent d'un foyer de quatre personnes.



© RAP

Nucléaire et finance :

le pouvoir des lobbys contre la démocratie

Le secteur de la finance et celui de l'énergie nucléaire sont deux piliers du capitalisme français. Malgré leurs différences apparentes, ils ont de nombreux points communs, à commencer par leur imbrication étroite avec l'appareil d'État, leur dépendance envers le soutien des pouvoirs publics, et leur capacité à étouffer les alternatives. À l'occasion du Forum social mondial antinucléaire de novembre 2017, une note publiée conjointement par l'Observatoire des multinationales et Attac France dresse le portrait de ces deux puissants lobbys qui pèsent de tout leur poids sur la politique française.



Les secteurs de la finance et du nucléaire présentent d'importantes similitudes par leur poids économique et politique. Les deux sont des secteurs à haut risque et en crise permanente.

Finance et nucléaire : deux mondes qui semblent, à première vue, bien loin l'un de l'autre. D'un côté, des transactions financières de plus en plus folles et démesurées qui se jouent des frontières et pénètrent tous les segments de l'économie. De l'autre, un secteur industriel construit, en France, sous l'égide de l'État, dans une perspective de souveraineté énergétique et de puissance militaire. Deux mondes à part.

À y regarder de plus près, pourtant, les points communs entre ces deux secteurs clé du capitalisme français sont nombreux et révélateurs. Nucléaire et finance se caractérisent par une profonde imbrication des intérêts privés et publics au sein de réseaux installés au cœur des institutions. Ces réseaux forment une technostructure qui prétend incarner la « grandeur de la France », tout en étant gouvernée par une logique d'accumulation et de profit.

Finance et nucléaire ne survivent, en réalité, que grâce à des apports massifs d'argent public, tout en déniaient les crises à répétition et les risques qu'ils font peser sur l'économie et la société. Ils ont aussi en commun leur capacité à imposer leurs intérêts

L'Observatoire des multinationales

Site d'information et d'investigation sur les activités des grandes entreprises françaises partout dans le monde et sur leurs impacts sociaux, environnementaux et démocratiques.
multinationales.org

Attac France

Fondée en 1998 et présente dans plus de quarante pays, Attac est une association qui résiste contre le pouvoir pris par la finance et les multinationales sur les peuples et la nature, et lutte pour la justice sociale et environnementale.

france.attac.org

aux pouvoirs publics, à empêcher tout changement de direction véritable, et à étouffer les alternatives.

Ce sont enfin deux symboles éminents des échecs et des reniements de la présidence de François Hollande. La loi de "séparation" bancaire de 2013 n'a introduit que des changements cosmétiques, malgré les promesses électorales de 2012. La centrale de Fessenheim est encore ouverte en 2017, et la loi de transition énergétique de 2015 est restée totalement muette sur les moyens concrets d'atteindre les objectifs de réduction de la part du nucléaire en France.

Aujourd'hui, alors que la France est désormais directement gouvernée par un Président de la République ayant fait ses armes dans une banque d'affaires et un Premier Ministre ancien lobbyiste en chef d'Areva, le besoin d'un changement de direction économique et démocratique est plus urgent que jamais.

Lire l'intégralité de la note sur https://multinationales.org/IMG/pdf/note_nucleaire-finance-print.pdf



Le 27 mars 2018, à l'occasion du premier anniversaire de l'ouverture à l'ONU des négociations pour un Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN), le MAN, Attac, La ligue des Femmes pour la Paix et la Liberté, ICAN, Abolition des Armes Nucléaires et le Réseau "Sortir du nucléaire" lançaient une campagne commune pour que la France signe et ratifie le TIAN.

Cette campagne a pour but premier de donner une visibilité au traité, car même si ICAN (la campagne internationale pour abolir les armes nucléaires) a reçu le Prix Nobel de la paix 2017 pour son action pour le désarmement nucléaire¹, le TIAN reste méconnu, et pour cause... Les neuf pays dotés de la force de dissuasion nucléaire refusent de jouer le jeu. Le gouvernement français quant à lui réalise un travail de sape du traité depuis des années, et fait tout pour mettre des bâtons dans les roues de sa signature et ratification par d'autres pays. Ainsi la France s'est illustrée par ses condamnations officielles et ses pressions diplomatiques. En refusant de prendre part aux négociations, le président Emmanuel Macron réaffirme que la dissuasion reste la "clef de voûte" de la défense nationale.

La route est encore longue, mais ce nouvel outil change considérablement la donne, nous devons nous saisir de cette opportunité historique ! La France ne signera le TIAN que sous une pression combinée de l'opinion publique et de la communauté internationale... Alors mobilisons-nous !



© Armes Nucléaires Stop

Le TIAN a des ennemis. Les plus acharnés d'entre eux sont les États nucléaires. Ils se sont acharnés pendant des mois pour empêcher l'élaboration de ce traité puis sa signature, en exerçant des pressions sur de nombreux États. C'est donc bien que ce traité est une entrave aux politiques nucléaires, et qu'il dérange ! Car il faut se rendre à l'évidence, les États nucléaires veulent conserver leurs armes quasiment indéfiniment, preuve en est des programmes de modernisation de leur arsenal pour les cinquante prochaines années que tous ces pays ont mis en œuvre récemment.

Le TIAN est aussi intéressant car il va plus loin qu'une simple interdiction des armes nucléaires. Il interdit non seulement la possession mais également toutes les activités liées à ces armes, y compris la menace de la dissuasion. Ce succès a demandé une dizaine d'années de travail à la campagne ICAN. Ces interdictions qui concernent le nucléaire militaire sont un grand pas en avant pour tous ceux qui s'opposent au nucléaire civil. Car bien évidemment en interdisant toutes les activités qui peuvent déboucher sur du nucléaire militaire, certains secteurs du nucléaire civil seront atteints !

Notes :

¹ : Voir notre article dans la revue *Sortir du nucléaire* n°76.

Le TIAN qu'est-ce que c'est ?

Le 7 juillet 2017, le Traité international sur l'interdiction des armes nucléaires a été adopté à l'ONU. Approuvé par 122 États, le TIAN rentrera en vigueur lorsque 50 pays l'auront ratifié. Historique, ce texte interdira aux pays signataires de fabriquer, stocker ou utiliser des armes nucléaires, en même temps qu'il s'assurera de leur destruction effective. La menace d'employer ces armes deviendra elle aussi interdite.

Pourquoi faut-il demander à la France de signer le TIAN ?

Le TIAN est une avancée majeure vers le désarmement nucléaire, gagnée par les États non-nucléaires et les ONG du monde entier, réunies dans la campagne ICAN. Ce traité change le droit international en interdisant ces armes de destruction massive, à l'instar des armes chimiques et biologiques.

Si la France signait le TIAN, une autre période internationale s'ouvrirait, avec la remise en cause de tout un système économique nucléaire, mais aussi parce que l'article 12 du TIAN précise qu'un État signataire doit faire la promotion du traité. La France serait alors dans l'obligation d'engager des pourparlers avec les autres États nucléaires pour engager un processus général d'élimination.

Avant l'adoption du traité, certaines personnes – même issues du mouvement antinucléaire – étaient très pessimistes sur sa mise en place, et maintenant qu'il existe, les politiques nous disent que jamais aucun pays nucléaire ne le signera... Il est donc temps de nous rappeler ce vieil adage de Mark Twain "ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait".

Comment agir ?

Sur les réseaux sociaux,
je partage, je commente...

Augmentez la visibilité de notre message en commentant et en partageant les publications de la campagne :

Sur Facebook et Twitter, avec les #SignezLeTIAN et #NonÀLaBombe

Par courrier, j'interpelle mes élu.e.s et je relaie la campagne auprès des mes proches

Un dessin vaut parfois mieux qu'un long discours. C'est pourquoi nous proposons une série de cartes postales



à collectionner, pour le plaisir ou pour l'action avec les cinq arguments de campagne illustrés par des caricaturistes. Ces cartes vous permettront d'interpeller vos ami.e.s, vos élu.e.s et même la Présidence de la République !

Les cartes postales et tout le reste du matériel de campagne sont disponibles sur notre boutique en ligne : <http://boutique.sortirdunucleaire.org>

Pourquoi faut-il renoncer à la dissuasion nucléaire ? Voici les cinq arguments, à diffuser partout !

La dissuasion nucléaire, c'est du gaspillage d'argent public !

Depuis 1945 et les premières recherches sur la bombe atomique, la dissuasion nucléaire a coûté plus de 420 milliards d'euros aux contribuables français. Avec cet argent, l'État aurait pu développer les services publics, construire des hôpitaux et des écoles. Dans le monde, 100 milliards d'euros sont consacrés chaque année à la dissuasion. Cela correspond au montant estimé par la COP 15 pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique.

La dissuasion nucléaire, c'est dangereux et polluant !

Jusqu'en 1996, l'armée française a effectué 210 essais nucléaires. Des milliers de personnes ont été irradiées et de gigantesques zones resteront contaminées pour des milliers d'années. Parmi les populations locales, chez les vétérans et leurs descendants, cancers, malformations et retards mentaux se sont multipliés. Même en l'absence d'essais, la fabrication, le transport et le stockage des matières radioactives destinées à la bombe représentent un danger et polluent l'environnement.

La dissuasion nucléaire, ça accroît les tensions !

En 1962, la crise des missiles de Cuba déclenche une escalade de menaces nucléaires. La "ligne rouge" est franchie lorsque l'URSS installe des missiles nucléaires à 150 km des côtes américaines. Ici, les armes nucléaires ont failli déclencher une troisième guerre

mondiale. Depuis que la Corée du Nord possède la bombe, les tensions se sont exacerbées. Exprimées début 2018, les nouvelles doctrines de dissuasion des États-Unis et de la Russie relancent la course à l'armement nucléaire.

La dissuasion nucléaire, c'est du bluff !

Avec les capacités actuelles des arsenaux mondiaux, une guerre nucléaire serait synonyme d'autodestruction de l'Humanité. Le bluff sur lequel repose la menace de l'emploi d'une arme nucléaire n'est pas crédible tant les conséquences seraient dramatiques. Censée être notre "assurance-vie", la dissuasion ne constitue pas une protection efficace contre les menaces actuelles que sont par exemple le terrorisme, les guerres civiles, les drones ou les cyberattaques.

La dissuasion nucléaire, c'est anti-démocratique !

Le Traité d'interdiction des armes nucléaires voté à l'ONU en juillet 2017 est un événement inédit. Conscientes du caractère "judiciairement contraignant" du texte, les grandes puissances dotées de la bombe atomique ont boycotté les négociations. Les armes nucléaires sont les dernières armes de destruction massive à ne pas être totalement interdites, malgré leurs conséquences humanitaires catastrophiques et le fait que leur fabrication n'ait jamais été décidée démocratiquement.

Essais nucléaires : les atteintes aux enfants

193 tirs nucléaires, atmosphériques et souterrains, ont été réalisés par la France entre 1966 et 1996 en Polynésie. Christian Sueur, pédopsychiatre, a conduit une vaste étude sur les effets à long terme des ces essais nucléaires sur les populations locales, et plus particulièrement sur les enfants. Il nous fait part de ses observations et conclusions.

Entre 2012 et 2017, vous avez créé et dirigé le service de pédopsychiatrie au sein du Centre hospitalier de la Polynésie française. Qu'est-ce qui vous a conduit à entreprendre cette recherche sur les conséquences génétiques des essais nucléaires ?

Christian Sueur : Dès mon arrivée en Polynésie, en 2007, j'ai été confronté cliniquement à plusieurs enfants (entre 4 et 10 ans), qui m'étaient adressés par les pédiatres et les écoles, pour des troubles envahissants du développement (troubles du spectre autistique et/ou retard mental), associés à des anomalies génétiques, établies soit au vu de la coexistence d'anomalies du développement morphologique, ou bien du fait de la révélation d'anomalies des analyses génétiques sanguines réalisées dans le service (micro-délétions rares, translocations chromosomiques...). L'anamnèse de ces cas cliniques mettait également en évidence l'existence de fréquentes anomalies génétiques ou de pathologies cancéreuses chez les parents ou dans la fratrie, et le fait qu'un ou plusieurs des grands-parents biologiques avaient travaillé au Centre des essais du Pacifique, à l'époque des essais nucléaires atmosphériques (1966-1974).

La confrontation différentielle entre cette "clinique polynésienne particulière" et mes expériences précédentes en pédopsychiatrie constitue le point de départ de mon interrogation ; cette interrogation, à l'origine très "théorique", étiologique, sur le faible "échantillon" constitué par mes petits patients de l'Hôpital de jour, s'est approfondie, lorsque certains des enfants que j'étais amené à voir en consultation pour des troubles envahissants du développement dans les îles et atolls des cinq archipels de Polynésie française où nous avons travaillé, à partir de la création du service de pédopsychiatrie de secteur au CHPF, "ressemblaient" à certains enfants croisés dans des orphelinats caucasiens de l'ex-Union soviétique, lors de missions humanitaires à la fin des années 1990, que l'on m'avaient présentés comme des "enfants de Tchernobyl".

C'est donc l'accumulation de cas cliniques présentant ces trois critères : trouble envahissant du développement et/ou retard mental ; anomalies génétiques authentifiées par des tests génétiques et/ou par des anomalies morphologiques ; grand(s)-parent(s) ayant travaillé au CEP, ou racontant des



© J.P. Sulliane-Favennec

témoignages sanitaires inquiétants subis lors des retombées des essais nucléaires atmosphériques durant leur jeunesse, principalement dans le sud de l'archipel des Tuamotu.

La confrontation entre la fréquence de ces situations dans notre activité clinique quotidienne, qui dépassaient largement les "séries épidémiologiques" ordinaires (fréquence des maladies génétiques, et particulièrement, présence sur des groupes humains de quelques centaines de personnes, de plusieurs micro-délétions ordinairement présentes à une fréquence de un cas pour plusieurs dizaines ou centaines de milliers d'habitants), nous a donc incités à rechercher dans la littérature scientifique, médicale et radiobiologique, des études présentant des situations similaires, mises en rapports avec des "faits nucléaires" (accidents nucléaires industriels, retombées liées à l'utilisation d'armes nucléaires (Hiroshima et Nagasaki, mais aussi sur des théâtres de guerres récentes avec la dissémination de l'utilisation de projectiles à "uranium appauvri"), pollutions industrielles et minières, effets indésirables de certaines radiothérapies...

Quelles sont les principales conclusions de votre recherche ?

Notre recherche, qui n'a pas pu se développer au-delà de la compilation de cas, nous amène à nous interroger sur un lien putatif entre :

- ◆ les données scientifiques objectives (bien que toujours controversées), issues de la radiobiologie récente, concernant d'une part les effets cumulés sur l'organisme des faibles doses de radioactivité, et d'autre part, la réalité objective du risque de transmission épigénétique de l'instabilité génétique sur plusieurs générations, à partir de l'irradiation des cellules germinales des "vétérans du nucléaire", à l'origine de la trans-

Ci-contre :

Mahine, 15 ans, souffre d'un trouble envahissant du comportement, avec notamment un retard mental sévère.

Certains des enfants polynésiens reçus en consultation présentaient des troubles similaires aux "enfants de Tchernobyl" des orphelinats caucasiens de l'ex-Union Soviétique.



© J.P. Sulliane-Favennec

Le Dr Christian Sueur, pédopsychiatre.

mission d'anomalies génétiques plus ou moins "parlantes", à leur descendance,

- ◆ et l'évidence clinique que nous avons mise en avant, à savoir le lien "spécifique" loco-régional qui apparaît, entre la réalité écotoxicologique liée à la radioactivité consécutive aux essais nucléaires du CEP, et l'apparition de pathologies génétiques radio transmissibles, sur le territoire polynésien, soumis pendant une trentaine d'années à une intense pollution radioactive, sur l'ensemble de ces îles et atolls, de 1966 à 1974.

En effet, la Polynésie a subi durant les 30 années du CEP une libération de radionucléides équivalente à plus d'un millier de fois les explosions d'Hiroshima et Nagasaki, et les pathologies génétiques du développement infantile (de même que certains cancers) y sont manifestement plus fréquentes qu'ailleurs sur le territoire national.

Quelles actions peuvent être entreprises aujourd'hui ?

Malheureusement, notre projet de recherche, qui comportait un axe de recherche épidémiologique et un axe de recherche en génétique moléculaire, et qui aurait pu être à même de mettre en évidence de façon incontestable, d'une part l'augmentation de la fréquence de ces pathologies, et d'autre part la découverte d'une éventuelle "signature" biologique de la réalité d'une "instabilité génétique" dans la descendance des "vétérans du nucléaire" (comme



Une centaine de personnes, dont des enfants, défilent à Makemo pour les 50 ans du premier tir des essais nucléaires (archipel des Tuamotu).

certain travaux internationaux commencent à le montrer¹), a été interrompu au moment même de son démarrage, dans le triste contexte consécutif au décès de Bruno Barrillot, ancien directeur de l'Observatoire des armements, délégué au suivi des conséquences des essais nucléaires de Polynésie et pilote de ce projet. Son décès a été "mis à profit" par le Service de santé des armées avec la complicité ("inconsciente" ?) des autorités polynésiennes, pour procéder au déclenchement d'une campagne de contre-information locale, et de dénigrement de notre travail de recherche. Comme si la propagande sur ce mensonge d'État sur les "essais propres" était encore de mise en 2017 ! Aujourd'hui, il semble que l'Obsiven² soit à même de reprendre "l'esprit" de ce projet, s'il trouve les financements, et les autorisations politiques nécessaires à la concrétisation de cette recherche.

Propos recueillis par Patrice Bouveret

Notes :

1 : Cf. en particulier les deux colloques sur radioactivité et santé organisés ces dernières années par l'ONG IndependentWho.

2 : Observatoire des dispositifs de reconnaissance et d'indemnisation des victimes des essais nucléaires. Cf. <http://www.obsiven.org/>

Bulletin d'abonnement et de parrainage

BR77

À renvoyer par courrier, accompagné de votre règlement par chèque, à : Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon cedex 04 Libellez votre chèque de règlement à l'ordre de Sortir du nucléaire.

- Je m'abonne à la revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" pour 1 an (4 numéros). Je choisis :
 - l'abonnement standard au prix de 12 €
 - l'abonnement de soutien au prix de 20 €, pour aider le Réseau à diffuser la revue largement !
- J'offre un abonnement à un proche ou un-e ami-e pour 1 an (4 numéros), au prix "spécial parrainage" de 8 €, pour lui faire découvrir la revue "Sortir du nucléaire".
- Abonnement "petit budget": je n'ai pas les moyens de payer un abonnement à votre revue, mais afin de me tenir informé-e, je souhaite la recevoir gratuitement pendant 1 an (4 numéros).

Indiquez vos coordonnées pour recevoir la revue. Merci d'écrire très lisiblement et en caractères d'imprimerie.

Mes coordonnées :

Nom :
 Prénom :
 Adresse :
 Code postal :
 Commune :
 Pays (si hors France) :
 Courriel :

J'offre un abonnement à :

Nom :
 Prénom :
 Adresse :
 Code postal :
 Commune :
 Pays (si hors France) :

Pour abonner plusieurs personnes, joignez leurs coordonnées sur papier libre et un règlement correspondant

Le nucléaire en Espagne : état des lieux

Dix réacteurs nucléaires ont été mis en fonctionnement depuis la fin des années 60 en Espagne ; si l'énergie nucléaire y est en déclin, elle génère également des tensions avec le Portugal, pays voisin, en raison du vieillissements de ses réacteurs et notamment de la centrale d'Almaraz, située non loin de la frontière commune. Le MIA (Mouvement Ibérique Antinucléaire) a vu le jour il y a quelques années, pour fédérer les collectifs antinucléaires locaux. Paco Castejon, un de ses membres, nous livre un état des lieux du nucléaire et de la lutte dans son pays, en ce printemps 2018.

Après la fermeture définitive de la centrale nucléaire de Garoña (près de Burgos), fonctionnent encore en Espagne sept réacteurs nucléaires, lesquels fournissent 20 % de la consommation d'électricité et totalisent une puissance de 7400 MW. Environ 45 % de l'électricité espagnole provient des énergies renouvelables, le reste étant produit par des centrales thermiques au charbon et au gaz. La contribution nucléaire est donc significative, mais non majoritaire. La puissance totale installée s'élève à 108 000 MW, très au-dessus de la demande maximale que nous n'ayons jamais eue en Espagne. Ce mix de sources électriques autorise une substitution aisée de la puissance nucléaire par les économies d'énergie et les énergies renouvelables, y compris dans les 10 ans à venir. À l'inverse, le maintien des centrales nucléaires constitue un frein pour le développement des énergies renouvelables et un obstacle pour la transition énergétique. De fait, lors des deux derniers appels d'offre qui ont eu lieu en Espagne pour l'intégration des énergies renouvelables au système électrique, se sont ajoutés seulement 3000 MW éoliens et 3000 MW solaires, et ce malgré une entrée au prix du marché, sans aucun soutien économique.

En dépit du fait que les centrales nucléaires se révèlent de moins en moins sûres en vieillissant et faisant fi de la production de déchets, le gouvernement du Parti Populaire (PP) et les grandes entreprises électriques parient sur la continuité des réacteurs espagnols au-delà de 40 ans, voire même jusqu'à 60 ans. La raison en est simple : sur le marché électrique espagnol, chaque réacteur de 1000 MW amorti produit environ 1 million d'euros de bénéfice chaque jour avant impôts. C'est le principal obstacle à la fermeture des centrales nucléaires



© B. Collier

et à la non-réduction des gaz à effet de serre : les énormes intérêts économiques existant derrière la maintenance des centrales.

De la fin des années 70 au début des années 80, ont existé d'importantes luttes antinucléaires en Espagne et au Portugal, lesquelles ont débouché sur le freinage du programme nucléaire espagnol, et seuls furent construits dix des 35 réacteurs planifiés et les quatre projets nucléaires au Portugal furent stoppés. Comme déjà signalé, sur les dix réacteurs espagnols, sept fonctionnent actuellement après la fermeture de Vandellos I (Tarragona) suite à un accident en 1989, de Zorita (Guadalajara) et de Garoña (Burgos) en 2017. Cependant, la fermeture de ces sept réacteurs constituera un coup dur pour le Parti Populaire et l'industrie nucléaire.

Quand se produit un accident nucléaire, la radioactivité ne s'arrête pas aux frontières, ainsi que l'ont montré clairement les accidents de Tchernobyl et Fukushima. C'est la raison pour laquelle les activités nucléaires espagnoles menacent l'Espagne, mais aussi le Portugal et le reste de l'Europe.

Le maintien des centrales nucléaires constitue un frein pour le développement des énergies renouvelables et un obstacle pour la transition énergétique.



© B. Collier



© B. Collier

Les deux réacteurs d'Almaraz (Cáceres), avec 2100 MW de puissance cumulée, sont situés à 100 km de la frontière d'où le fait qu'une fuite pourrait atteindre les terres portugaises, selon la direction et la vitesse du vent. De plus, ces réacteurs sont refroidis par le Tage, fleuve qui pourrait servir de vecteur à la contamination jusqu'au Portugal. Par ailleurs, il reste possible que l'entreprise australienne Berkeley ouvre une mine d'uranium à ciel ouvert à Retortillo (Salamanque), situé près du Portugal et relié à ce pays par une rivière également, ce qui menacerait aussi les terres portugaises. L'ouverture de cette mine dépend d'une éventuelle relance du nucléaire, ce qui provoquerait l'augmentation du prix de l'uranium. Pour ces raisons, nous avons repris l'esprit des contestations ibériques des années 70 et 80 afin de libérer définitivement la Péninsule Ibérique de cette menace, et nous avons créé le Mouvement Ibérique Antinucléaire, lequel va affronter d'énormes défis durant les prochaines années, car le gouvernement du PP est favorable aux centrales nucléaires et les pronucléaires représentent la majorité au Parlement espagnol, même si la population espagnole est majoritairement antinucléaire.

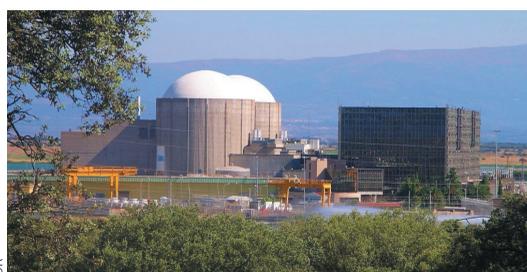
La gestion des déchets nucléaires

La gestion définitive des déchets radioactifs de haute activité est un problème sans solution pour l'industrie nucléaire espagnole et mondiale. En Espagne, la stratégie consiste à construire un cimetière nucléaire temporaire et à sec, connu sous le nom d'ATC (Stockage Temporaire Centralisé), et à y déposer les déchets de toutes les centrales nucléaires espagnoles jusqu'à la prise de décision définitive de leur gestion. Selon les plans officiels, cette installation devait entrer en service en 2010, mais les travaux n'ont pas encore commencé en 2018. Actuellement, le lieu prévu est à Villar de Cañas (Cuenca), mais les terrains ont leur environnement protégé par le gouvernement autonome de Castille (La Mancha), même si cette protection est contestée au tribunal par le gouvernement du PP. De plus, le gouvernement de Castille a interdit la modification des normes d'urbanisme, réalisée par un POM (Plan d'Organisation Municipal). La municipalité a posé un recours auprès du Tribunal Supérieur de Justice de Castille, lequel venait d'émettre une sentence validant l'interdiction du POM. En ce moment donc, il n'est pas possible de continuer la délivrance de permis de construire l'ATC et encore moins de commencer les travaux, sachant qu'il faudrait d'abord approuver le POM et annuler la protection de l'environnement. C'est une nouvelle victoire du mouvement antinucléaire, vu que le projet de construction du cimetière nucléaire a été freiné ; cela s'ajoute à toutes les luttes menées depuis la première tentative de l'industrie nucléaire en 1986 d'implanter un laboratoire d'étude sur les déchets nucléaires (projet IPES) à Aldeadavilla de la Ribera (Salamanque), très proche du Portugal. À cause de ce retard de l'ATC, toutes les centrales espagnoles possèdent des ATIs (Stockages Temporaires Individualisés) ou des projets de construction.



© B. Cottier

En plus de ces centres ATIs, l'absence de l'ATC oblige les déchets radioactifs en provenance de la centrale de Vandellós I à rester en France, à La Hague (usine de retraitement du combustible nucléaire usé). Ces déchets y ont été envoyés pour extraire du plutonium, sachant que celui-ci pourrait servir à fabriquer des bombes atomiques, et constituer une réserve. Mais en plus de la construction de l'ATC, l'agrandissement du cimetière nucléaire pour les déchets de basse et moyenne activités de El Cabril (Cordoue) s'avère indispensable afin de poursuivre l'actuel parc nucléaire. Les populations voisines ont déjà exprimé leur opposition à ce projet.



DIR

Entre 2020 et 2024 va se décider l'avenir du parc nucléaire espagnol et donc le modèle énergétique ibérique. Des décisions prises dans les années à venir dépendent grandement les systèmes énergétiques espagnols et portugais. Une fermeture progressive des centrales nucléaires espagnoles constituerait une décision sensée et servirait de guide à beaucoup d'autres pays dans le monde ayant aussi des centrales en fonctionnement.

Nous devons obtenir que ne soient pas renouvelées les autorisations d'exploitation des centrales nucléaires afin d'en finir définitivement avec cette menace pour la vie dans la Péninsule ibérique et pour rendre possible une transition énergétique vers un modèle propre, basé sur les renouvelables et les économies d'énergie.

Francisco Castejón

Mouvement Ibérique Antinucléaire
et Écologistes en Action

La population espagnole est majoritairement antinucléaire mais le gouvernement et la majorité au Parlement sont favorables aux centrales nucléaires.

La centrale nucléaire d'Almaraz, située à 100 km du Portugal.

Traduit de l'espagnol par Bernard Cottier

Photos prises le 10 juin 2017 à Madrid, lors de la grande manifestation organisée par le MIA (Mouvement Ibérique Antinucléaire), notamment pour réclamer la fermeture de la centrale d'Almaraz.

Si peu radioactifs...

À Riom-ès-Montagnes, dans le Cantal, les cancers manifestent une attirance particulière pour les techniciens de France Télécom : en 2006, dix sur les vingt-deux (dont cinq partis à la retraite avant 2005) en sont atteints. Trois agents de la Poste partageant les mêmes locaux subissent un sort identique. De quoi justifier une alerte, lancée alors par Guy Berthod¹ auprès des deux exploitants.

Notes :

- 1 : Délégué du personnel CGT et du syndicat CGT FAPT du Cantal.
- 2 : Institut national de Santé et de la recherche médicale.
- 3 : Unité d'intervention du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
- 4 : Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.
- 5 : Groupement d'intérêt scientifique sur les cancers professionnels.
- 6 : Directrice de recherche honoraire à l'Inserm et chercheuse associée au GIS COP 93.
- 7 : Entraide et Défense des Acteurs Télécoms Exposés aux Toxiques réseaux télécommunications.

Historique de l'affaire des parafoudres radioactifs à lire sur www.asso-henri-pezerat.org/parafoudres/



**LA REVUE
Dessinée**

La Revue Dessinée, lancée en 2013, propose de découvrir l'actualité en bande dessinée, à travers des enquêtes réalisées par des binômes dessinateurs/journalistes. Attachée à la diversité des points de vue, elle offre une information critique mais pas militante, et traite donc toutes sortes de sujets (économie, écologie, politique, société, musique, cinéma, guerres ou utopies). Sur abonnement ou dans toutes les bonnes librairies.

Au Service Santé au Travail de France Télécom et de la Poste, on conclut à une coïncidence. Une étude épidémiologique demandée par France Télécom à l'Inserm², portant sur plus de 100 000 hommes ayant travaillé entre 1978 et 1994, écartera l'hypothèse de l'origine professionnelle des cancers. Mais précisera qu'il existe un risque plus élevé de décès chez les agents de lignes, atteints de cancers des os et des cartilages, que chez les autres techniciens de France Télécom !

Dans le collimateur, des parasurtenseurs posés depuis les années 40 sur l'ensemble du territoire afin de protéger les équipements de la foudre en déviant l'énergie induite par les surtensions. En 1974, l'administration des PTT les a interdits : ils contiennent des gaz radioactifs. Du radium 226, du tritium et du thorium 232. De quoi expliquer la plainte pour empoisonnement déposée contre X en 1995 par la CFDT PTT de Loire-Atlantique, l'enquête diligentée par un médecin de prévention en 1998 à Lyon, et l'alerte lancée à Riom. Dans les trois cas, les cancers touchant des lignards ou des agents de centres téléphoniques se multiplient. À Lyon, nombre de salariées d'un même centre d'accueil sont atteintes de cancer du sein. Elles triment les ampoules dans leur poche de poitrine.

Combien de ces parafoudres ont-ils été installés sur les réseaux et centraux téléphoniques ? Des millions. Combien ont été jetés sans précaution à la poubelle ? On l'ignore. Combien se sont brisés, libérant leur contenu sous (et dans) le nez des employés ? On l'ignore. Mais, affirme l'UI³ d'Auvergne, on ne peut leur imputer les cas de cancer car il n'y en a plus dans la nature ! Seulement dans les musées.

La découverte, en 2008 dans un local de Moulins, de trois cartons contenant au total douze mille parafoudres au Radium 226 contredira cette thèse. Quelques mois plus tôt, par quatre fois la direction de l'UI avait tenté d'interdire la visite du site de Riom-ès-Montagnes demandée par le CHSCT⁴. Elle aura finalement lieu, et des mesures de radioactivité seront réalisées sur les installations en Haute-Loire et dans le Cantal.

Le rapport de la CRIIRAD est édifiant : certains parafoudres sont bien radioactifs et émettent fortement. Le GIS COP 93⁵ mettra en évidence que certains agents ont été exposés à différents cancérogènes (jusqu'à sept), et que tous les cas étudiés ont eu à subir des rayonnements ionisants.

En 2010, France Télécom s'appuiera sur une étude ne tenant pas compte des éléments relevés en Auvergne



© T. Boulaert

pour minimiser les risques encourus par le personnel. Impossible de nier la présence de radioactivité, mais elle est enfermée dans des ampoules, et si faible... À ce sujet, Annie Thébaud-Mony⁶ communique son avis à l'IRSN : "Le message continu que la radioactivité à faible dose n'est pas dangereuse est catastrophique. (...) À partir du moment où l'on se retrouve en présence d'un stockage non fiable et que les gens sont exposés à des rayonnements, il y a danger."

En attendant, les lignards et sous-traitants continuent de tomber. En 2018, la bataille juridique pour la reconnaissance des victimes est loin d'être terminée. Les associations de défense, dont EDATET⁷, s'activent à les aiguiller dans les démarches... même après décès de l'agent atteint.

Marie Gagnard-Volta

Silence au bout du fil

Voici un extrait d'un reportage dessiné sur ce sujet des parafoudres radioactifs, intitulé "Silence au bout du fil", paru l'hiver dernier dans La Revue Dessinée n°18. Texte de Clotilde de Gastines et dessin de Thierry Bouüaert.

Jean-Pierre Duport débute aux PTT en 1972, à 20 ans, comme lignard à Riom-ès-Montagnes (Cantal).



La tâche est rude pour les forçats des Télécoms.



Ils plantent chaque jour une dizaine de poteaux de 100 kilos...

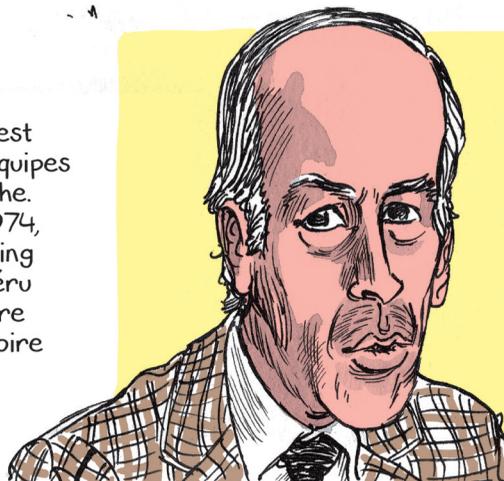


puis tirent les fils de cuivre et les câbles...

« Il fallait voir les gars, c'étaient des armoires à glace. Moi, j'étais gringalet, j'ai dû faire avec. »

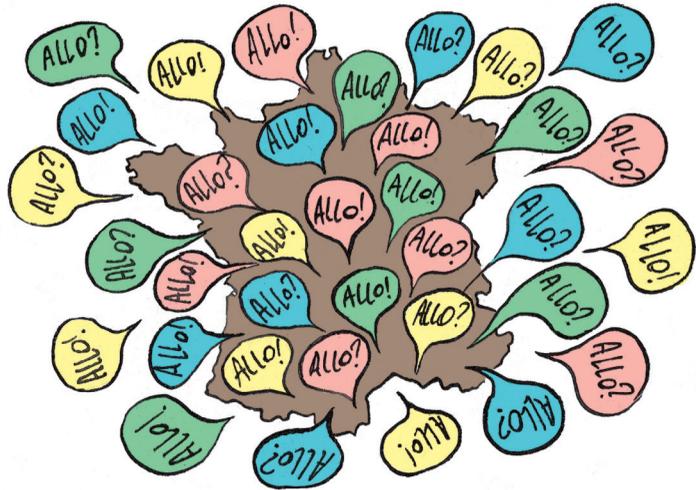


Dans la téléphonie, c'est le « coup de feu », les équipes travaillent sans relâche. Et pour cause... En 1974, Valéry Giscard d'Estaing vient d'être élu. Ce féru de modernité accélère l'équipement du territoire par les PTT.



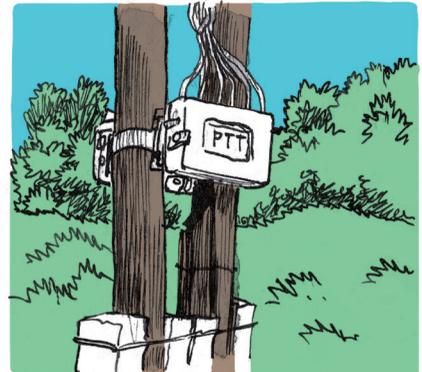
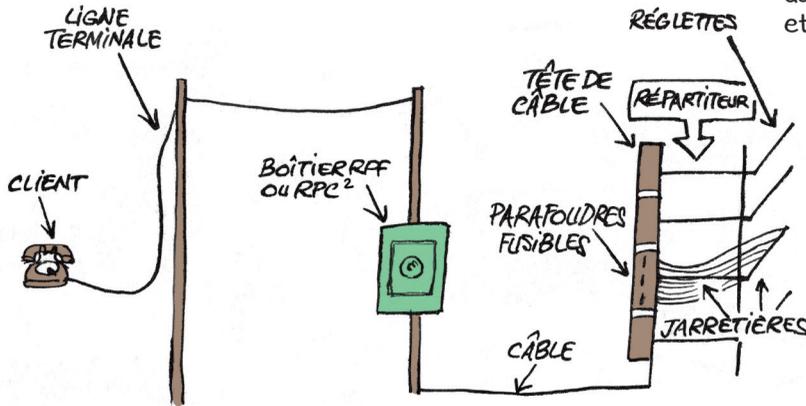
Tout le monde doit avoir son téléphone.

On passe de 4 millions d'abonnés en 1970 à 20 millions en 1983.

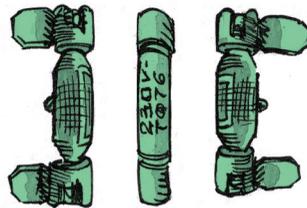


Chaque ligne d'abonné a besoin de quatre parafoudres : deux à l'arrivée dans les boîtes RPF¹, sur les poteaux, et deux au central téléphonique.

On installe des centaines de milliers de boîtiers et des dizaines de milliers de répartiteurs, souvent situés dans les bureaux de poste des villes et villages.

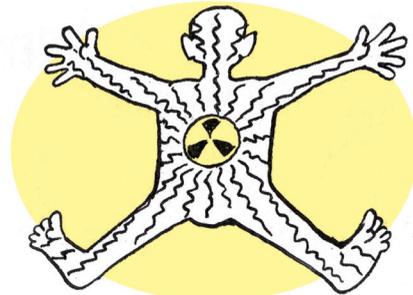


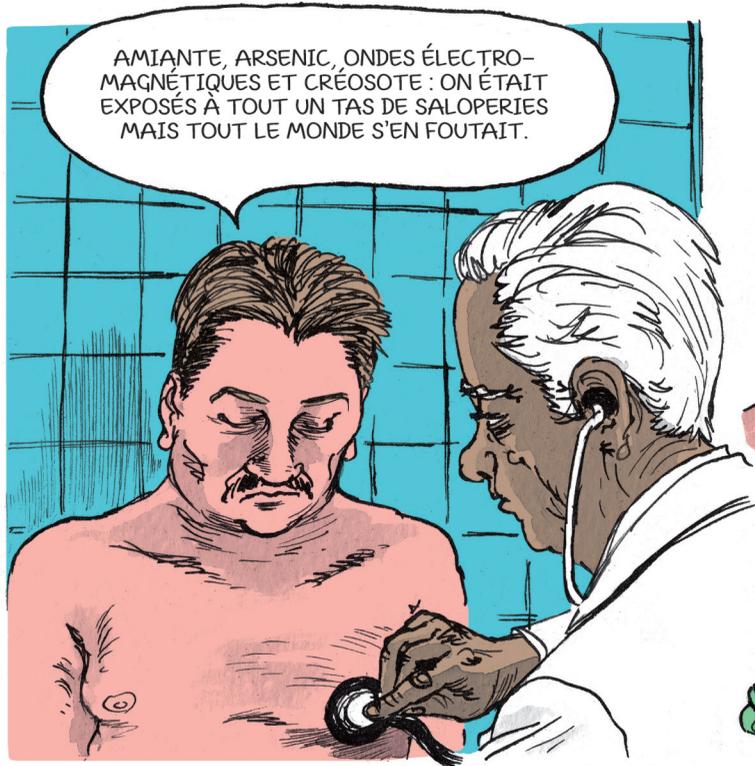
Le réseau de téléphone est équipé de ces fusibles radioactifs depuis 1931.



Le parafoudre, cette ampoule de verre en apparence inoffensive...

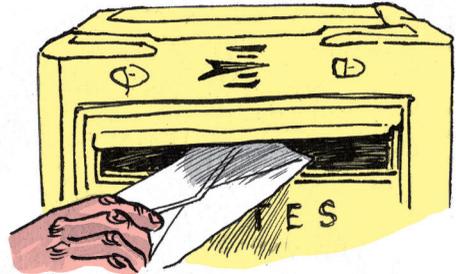
... est en réalité chargée en radium 226, krypton, tritium et promethium. En cas de contact, d'ingestion ou d'inhalation, ces radioéléments bombardent les cellules saines de l'organisme et provoquent des cancers.





AMIANTE, ARSENIC, ONDES ÉLECTRO-MAGNÉTIQUES ET CRÉOSOTE : ON ÉTAIT EXPOSÉS À TOUT UN TAS DE SALOPERIES MAIS TOUT LE MONDE S'EN FOUTAIT.

Dès 2006, Jean-Pierre Duport fait une démarche de reconnaissance en maladie professionnelle.



Pendant des années, il multiplie les examens.



Médecine du travail :



VOUS SERIEZ DU SECTEUR PRIVÉ, ON VOUS RECONNAÎTRAIT TOUT DE SUITE, MAIS COMME VOUS ÊTES FONCTIONNAIRE ...

10 ans plus tard, en 2016, le tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand établit qu'il a travaillé durant 26 ans dans un « environnement professionnel l'exposant aux rayonnements ionisants émis par les parasurtenseurs ».



À MON RETOUR DE MALADIE, ILS M'AVAIENT SUPPRIMÉ LA VOITURE, LE TÉLÉPHONE, LE PORTABLE, LE BUREAU ET LA CHAISE...

CETTE DÉMARCHÉ A IMPLIQUÉ BEAUCOUP DE DÉPLACEMENTS ET DE COURRIERS RECOMMANDÉS.

UN JOUR, LA DRH M'A DEMANDÉ DE LEUR REMBOURSER CE QU'ORANGE AVAIT PAYÉ...

JE SUIS PARTI COMME UN CHIEN À LA RETRAITE, EN DÉCEMBRE 2007, PAS DE POT DE DÉPART, PAS UN COUP DE FIL.

ÇA ME BOUFFE. CE SONT DES BANDITS !



C'est la première fois qu'en France la justice fait le lien entre un cancer de la thyroïde et la radioactivité.

Des techniciens EDF s'inquiètent

Les centrales nucléaires françaises sont-elle sûres ? Basta ! a rencontré des techniciens qui travaillent ou ont travaillé dans leur centre névralgique : la salle de commande, et ses dizaines de circuits, diodes ou panneaux lumineux censés avertir du moindre problème. C'est de là qu'est surveillé le bon déroulement de la fission nucléaire, et que peuvent être activés les protections et dispositifs de secours en cas d'accident. Mais les centrales s'abîment, alertent ces agents EDF. Les objectifs de rentabilité et un management absurde ont affaibli les collectifs de travail et la transmission des compétences... Ils décrivent une situation inquiétante.

En vingt ans, une profonde évolution des méthodes de travail

"La salle de commande, c'est un lieu de pouvoir, c'est clair. Et les ingénieurs sont excités de s'y retrouver, estime Jean, qui a travaillé plus de vingt ans à la conduite !. Mais c'est surtout un lieu extrêmement technique. Il y a soixante circuits à connaître sur le bout des doigts. Et souvent les cadres ne les connaissent pas. Ça paraît complètement incroyable : le fonctionnement de la centrale, c'est quand même la base du métier !" Louis appartient à la première génération des travailleurs du nucléaire : il est arrivé au début des années 80, quand la France construisait plusieurs nouveaux réacteurs chaque année. Il a lui-même participé à la construction de la centrale dans laquelle il travaille. Jean est arrivé quelques années plus tard. Avant d'être en salle de commande, ils ont été techniciens, en charge de l'entretien de l'installation. La "machine", comme ils l'appellent, ils la connaissent par cœur. Des circuits hydrauliques et électriques aux règles de protection et de régulation, en passant par la géographie des lieux.

Tous deux se rappellent qu'ils ont passé beaucoup de temps à observer et apprendre le fonctionnement de la centrale. *"On a appris les schémas de fonctionnement, observé les anciens travailler, fait des stages. Nous avons surtout beaucoup, beaucoup discuté, se souvient Louis. On échangeait entre les différents corps de métiers, en parfaite collaboration. On se donnait des idées, on questionnait nos pratiques. C'était une façon de travailler extrêmement bénéfique et efficace. La preuve : les trois quarts d'entre-nous débutaient. Mais en deux ans, on est devenus très bons."*

"Nous travaillions de manière très collective et très solidaire, ce qui nous a fait progresser très rapidement", confirme Jean. Les deux techniciens regrettent



qu'à ces formations "in situ", et à ces échanges sur les pratiques aient succédé des méthodes de travail très procédurales. Citant les ingénieurs qui n'ont pas su assurer le redémarrage de la centrale, ils estiment que s'ils avaient préalablement observé un ancien à la manœuvre, en prenant le temps nécessaire à leur apprentissage, ils n'auraient eu aucune difficulté à actionner la protection.

Au nom de la performance économique, la maintenance amputée

Pour eux, comme pour plusieurs de leurs collègues, cette mise à distance de la technique s'est amorcée dans le courant des années 1990. *"Il ont commencé à fermer les vannes en 1995, retrace Frank, passé par divers postes et aujourd'hui en charge de la gestion des équipes de conduite au sein d'une centrale. Il fallait donner une bonne image du bébé avant d'entamer la phase de privatisation (intervenue en 2004, ndlr). Ils ont donc arrêté la maintenance. Et on a commencé à bricoler."*

Le solide stock de pièces détachées dont dispose EDF pour maintenir ses centrales en activité fond comme neige au soleil. Les agents en sont réduits à faire durer les pièces le plus longtemps possible, et à s'accommoder de rafistolage. La maintenance des arrêts de tranche est déléguée aux sous-traitants. Et le choix de ces sous-traitants se fait souvent au moins disant. Avec l'arrêt de la maintenance, la formation des nouveaux agents EDF a peu à peu disparu. C'est en effet lors des chantiers d'entretien, parfois très complexes à mener, que beaucoup intégraient un savoir-faire pratique que ni les formations théoriques ni les procédures ne peuvent entièrement formaliser.

Notes :

I : Tous les prénoms ont été modifiés.

"C'est incroyable qu'on n'ait pas encore fondu un cœur de réacteur".

“En plus, l’arrêt de la maintenance a fait couler toutes les petites PME qui nous fournissaient du matériel”, précise Louis. Les fournisseurs de vannes, et du matériel qui permet d’en assurer l’entretien ont pour beaucoup d’entre eux disparu, de même que les robinetiers qui assuraient le maniement de ce matériel. “Il y a ensuite eu un arrêt des embauches, souligne Luc, assigné à la surveillance de la qualité des câbles et des tuyaux. Ce changement a été très net à partir de 2005 et du plan d’économie de 7,5 milliards d’euros décidé alors par la direction financière d’EDF.”



Sanctionné pour avoir refusé de redémarrer un réacteur

“Pendant les arrêts de tranche, on a l’impression que le seul risque qui importe à la direction, c’est de perdre du temps, lâche Frank. C’est leur obsession. Alors que la nôtre, c’est d’avoir une machine qui fonctionne et qui soit d’équerre quoi qu’il arrive.” “Il y a toujours eu dans le nucléaire cette idée selon laquelle “le temps, c’est de l’argent”. Mais il était évident pour tout le monde qu’on ne pouvait pas redémarrer tant que ce n’était pas réparé. La direction était composée de personnes issues du technique, et le rapport de force nous était favorable”, analyse Louis.

Il y a quelques années, Louis a été sanctionné, avec l’un de ses collègues, après avoir refusé de lancer le redémarrage d’un réacteur. Les conditions optimales de sécurité n’étaient, selon lui, pas réunies : il n’y avait pas assez de stock de bore, substance chimique qui sert à modérer la réaction nucléaire. Par ailleurs, les réservoirs d’eau n’étaient pas disponibles, et l’une des pompes du circuit de secours ne tournait pas correctement. “C’est incroyable qu’on n’ait pas encore fondu un cœur, lâche Jean. Heureusement, la machine a été bien conçue, avec du très bon matériel.”

Réorganisations permanentes et perte de repères

En même temps que le nucléaire se met à devoir cracher du cash, des changements majeurs, incompréhensibles pour les salariés, interviennent du côté de l’organisation du travail. “Ils ont ajouté des boucles de décision entre chaque service, illustre Louis. Par exemple entre la conduite et la chimie.” L’une des tâches quotidiennes de l’équipe de conduite consiste à remplir et vider les nombreux réservoirs à eau que contient une centrale nucléaire, où l’eau a un rôle essentiel : elle sert à transporter les calories, à modérer la réaction nucléaire, ou encore à protéger les travailleurs des radiations. “Pour savoir quel réservoir est disponible, on doit consulter les chimistes qui contrôlent la qualité de l’eau. Avant, on était en contact quotidien. On se parlait tout le temps. Maintenant, il y a une application informatique qui gère la chimie, et on apprend par ordinateur ce qu’on doit faire. Mais cela crée des distorsions de compréhension, et cela nous fait perdre un temps fou.”

Peu à peu, les moments d’échanges sur le travail et de réflexion collective disparaissent. “Ils ont instauré un truc qui s’appelle “sérénité en salle de commande”, illustre Félix, un chimiste. Plus personne n’a le droit d’y entrer. Alors qu’avant, c’est le lieu où on allait dès qu’on arrivait au boulot.

“Il y a toujours eu dans le nucléaire cette idée selon laquelle “le temps, c’est de l’argent””



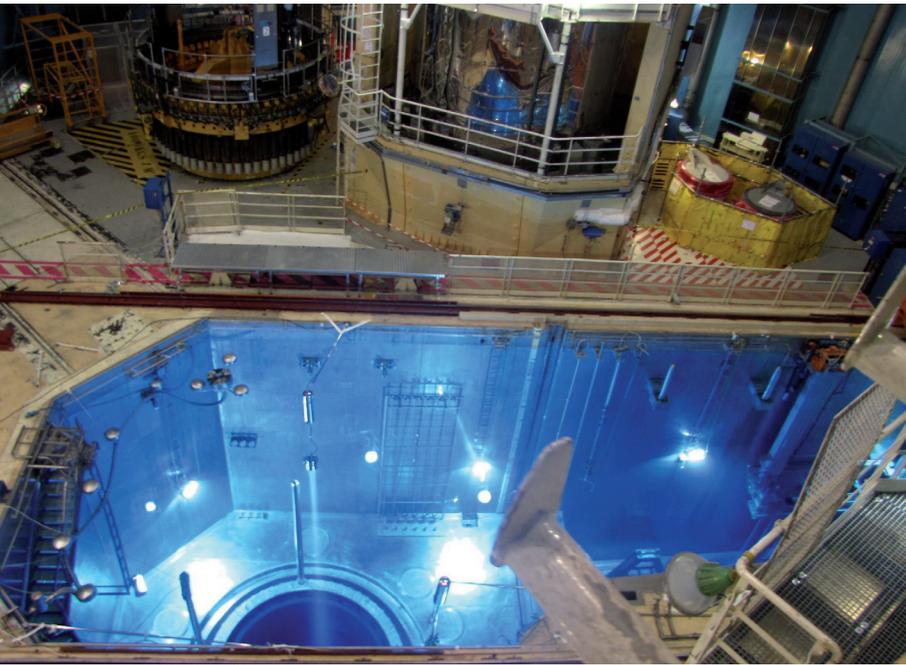
C'est l'endroit où l'on peut avoir des informations en temps réel. Fiables, actualisées, non déformées par différents filtres. C'était un lieu d'échange, d'organisation et de formation essentiel."

Affaiblir le pouvoir des agents issus du "métier"

Ceux qui persistent à avoir des attitudes interrogatives sont systématiquement dénigrés. *Avant, dès qu'on voyait quelque chose, on le signalait*, ajoute Frank. *"Aujourd'hui c'est fini. L'autre jour, en salle des machines, j'ai vu qu'une pompe était consignée. Je me suis demandé pourquoi. C'est une pompe qui est branchée sur le circuit de secours. Cela peut donc servir... Mais personne n'a été en mesure de m'expliquer pourquoi. Surtout, personne n'a compris pourquoi je posais cette question !"*

"Pourquoi est-ce que tu as été chercher ça ?", s'entendent reprocher des agents qui soulignent par exemple des lacunes dans les méthodes de test de solidité de câbles et tuyaux. *"Ce n'est pas ton boulot"*. *"Si vous l'ouvrez, on vous isole, reprend Luc. On convainc vos collègues que vous êtes un mauvais élément. On véhicule des calomnies sur vous, on affirme que vous avez des problèmes à la maison. Il faut avoir un sacré mental pour résister."*

Chacun travaille de son côté sans se sentir responsable de quoi que ce soit, cela pose de vrais problèmes en matière de sécurité.



"Si Kafka venait chez nous, il écrirait deux bouquins par trimestre"

Résultat de ces changements majeurs de gestion et d'organisation : l'installation s'abîme, au niveau matériel comme au niveau humain. Le secteur de la maintenance s'est complètement vidé. Cette activité est désormais assurée à 80 % par les sous-traitants. Des tas de métiers ont été éliminés. Il n'y a plus un agent chaudronnier au sein d'EDF, alors qu'une centrale compte des dizaines de kilomètres de tuyaux. Ou alors, il fait autre chose que de la chaudronnerie : il est chargé d'affaires dans les bureaux, par exemple. *"On manque à ce point de soudeurs qu'on est totalement dépendants des*

prestataires. Quitte à ce qu'ils viennent se faire la main chez nous. Lors du dernier arrêt de tranche, ils s'y sont repris à 14 fois sur certaines soudures !", raconte Louis qui a l'impression de patauger dans l'absurde.

"Si Kafka venait chez nous, il écrirait deux bouquins par trimestre", enfonce Louis. En cas de fuite sur un circuit, au lieu de la réparer, on envoie un agent de terrain qui doit cocher une case sur une feuille A4 qu'il garde avec lui (et qu'il remet en fin de journée à son responsable) toutes les deux heures pour dire qu'il y a une fuite. *"Même chose pour une alarme incendie défectueuse, se désolent Frank : on envoie quelqu'un toutes les deux heures pour s'assurer qu'il n'y a pas d'incendie. Et il coche."*

Au-delà du désintérêt de ces missions et du mépris qu'elles représentent pour un salarié, le système n'est pas du tout sûr : *"Le gars peut très bien cocher la case sans aller vérifier. C'est déjà arrivé"*, note Franck. Il y a aussi eu le programme OEEI, pour *"Obtenir un État Exemplaire des Installations"*. *"C'était magnifique, ironise Jean. Ils ont décidé ça en 2005, réalisant que les installations s'abîmaient, quand même... Chez nous, ils ont tout repeint. Même des trucs qu'il ne fallait pas peindre. Avec les mécanos, les électriciens et les chimistes, on était atterrés. On se demandait si c'était une blague. Comme si une centrale, qui est avant tout une usine, devait ressembler à un salon de thé."*

"Quand un accident arrive, ce n'est jamais celui qui était prévu"

"Notre entreprise se casse la gueule, il faut être clairs là-dessus. Mais on ne peut pas dire que c'est seulement à cause de l'organisation du travail. C'est délicat, parce que chacun de nous en fait partie. Du coup, quand ça ne va pas, on accuse les prestataires", déplore Louis. Ce fonctionnement atomisé, où chacun travaille de son côté sans se sentir responsable de quoi que ce soit, pose de vrais problèmes en matière de sécurité.

Les techniciens regrettent que les cadres s'accrochent à des procédures, dans lesquelles ils semblent avoir toute confiance. *"La surveillance est assurée par des gars qui suivent ce que disent des ordinateurs, ou des listings pré-établis. C'est n'importe quoi, proteste Louis. Quand un accident arrive, ce n'est jamais celui qui était prévu ou programmé."*

Pour lui, si un accident grave devait arriver, *"ce serait à cause de l'organisation du travail : il y aura un enchaînement de conneries, d'absence de prise de décision, de non-mobilisation des compétences de gens qui n'ont pas l'habitude de travailler ensemble."* *"Ce que nous espérons, termine Frank, c'est qu'un jour ils n'arriveront tout simplement plus à redémarrer les centrales, faute de compétences. Et que le nucléaire s'arrête comme ça. Enfin ça, c'est le scénario optimiste."*

Nolwenn Weiler

Article initialement paru sur www.bastamag.net, raccourci par nos soins.

Nucléaire : il y a lieu de s'inquiéter de l'optimisme d'EDF

Régulièrement interrogée par la presse sur le financement du démantèlement des centrales nucléaires, EDF continue d'affirmer que celui-ci s'effectuera en conformité avec un *"calendrier raisonnable et pour des coûts maîtrisés"*. Selon l'électricien en effet, le coût de démantèlement d'un réacteur se situe entre 350 et 500 millions d'euros en fonction de la complexité de l'installation.

Le parc nucléaire français est composé des 58 réacteurs à eau pressurisée actuellement en service, auxquels il faut ajouter des équipements anciens totalement à l'arrêt. Ce parc ancien comporte les six réacteurs de la filière dite UNGG (pour Uranium naturel graphite gaz) ; le réacteur à eau lourde de Bénélist ; Chooz A, un réacteur à eau pressurisée confiné (dans une espèce de grotte artificielle) et Superphénix. Aucun de ces réacteurs n'a pour l'instant été totalement démantelé alors qu'ils ont été mis à l'arrêt entre 1985 et 1997.

EDF est le seul opérateur au monde à proposer des estimations aussi basses

Le démantèlement des centrales nucléaires n'est pas une question exclusivement française. Les exploitants américains et d'autres pays européens ont également fourni des estimations du coût de ces opérations. Elles font apparaître un coût par réacteur de l'ordre du milliard d'euros, soit deux à trois fois plus que les estimations d'EDF.

Plusieurs fois interrogée à ce sujet par l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) et les ONG, EDF a justifié ce faible coût par la relative uniformité du parc français, et son statut d'opérateur unique. Ces paramètres permettent sans doute de réaliser des économies d'échelle, mais EDF ne les a pas chiffrées précisément et l'on voit difficilement comment la standardisation du parc pourrait permettre de diviser par trois la facture du démantèlement. D'autant que l'on a jamais vu une estimation de coût respectée dans le nucléaire.

Pas d'estimation réacteur par réacteur

En tant que rapporteure d'une mission d'information parlementaire portant sur la faisabilité technique et financière du démantèlement des installations nucléaires françaises, j'ai pu interroger EDF sur la méthode adoptée pour chiffrer les coûts. La méthode établie, dite Dampierre 09, se base sur un modèle unique de réacteur — le réacteur de Dampierre — qui a ensuite été extrapolé aux 58 réacteurs français. Or aussi bien les ONG que des experts indépendants pointent du doigt le manque de rigueur d'une telle extrapolation, car celle-ci ne tient pas compte de l'historique d'exploitation des sites, qui présentent des différences notables.

De plus, cette estimation a été faite avant la catastrophe de Fukushima, qui a entraîné un renforcement des exigences en termes de sécurité. Exigences vraisemblablement coûteuses dont, malgré nos demandes répétées dans le cadre de cette mission d'information parlementaire, nous n'avons jamais pu connaître le montant. À cela s'ajoute les cas particuliers des réacteurs UNGG dont les plans ont pour certains été perdus, ainsi que la mémoire de l'historique d'exploitation.

L'ASN refuse de valider les estimations financières d'EDF, jugeant insuffisamment fondées les hypothèses optimistes de l'opérateur.



De ce point de vue, EDF se distingue de ses concurrents européens qui ont tous établi un plan financier réacteur par réacteur afin de prendre en compte leur spécificité. C'est la raison pour laquelle l'ASN a réitéré le 12 juillet dernier son refus de valider les estimations financières d'EDF, jugeant insuffisamment fondées les hypothèses optimistes de l'opérateur. Manquent notamment le détail des calculs opérés par EDF, ainsi qu'un accès complet aux études menées.

Aucun démantèlement achevé à ce jour

Les prévisions d'EDF sont d'autant plus inquiétantes que l'opérateur n'a à ce jour achevé aucun démantèlement. Ce qui ne l'empêche pas de continuer à affirmer la supériorité de son savoir-faire.

Le réacteur de Chooz, régulièrement présenté comme la vitrine du savoir-faire d'EDF et dont le démantèlement est le plus avancé en France, ne sera totalement déconstruit qu'en 2032, selon EDF, si le planning est tenu. D'autres exemples, tels que les réacteurs de Brennilis ou Superphénix, donnent à voir des retards et des révisions de coûts très importants.

La situation des six UNGG est encore plus ahurissante. Alors même que le dernier réacteur de cette filière a été arrêté il y a déjà vingt ans, que le réacteur américain de Fort Saint-Vrain, qui présente des caractéristiques assez semblables à celles de nos UNGG, a été démantelé il y a déjà dix-neuf ans, qu'EDF a réalisé des études sur cette question pendant quinze ans et que sa stratégie de démantèlement a été validée par l'ASN, **EDF se serait rendu compte qu'il ne serait pas possible de réaliser le démantèlement dans les conditions prévues et qu'il allait falloir le reporter en 2106, soit "au début du XXII^e siècle" pour reprendre les termes de l'ASN.** Autrement dit, il faudra plus d'un siècle pour démanteler ces réacteurs ! Ce qui représente six générations humaines. Alors qu'il est courant de parler de solidarité inter-générationnelle dans de nombreux domaines, on ne saurait exempter l'industrie nucléaire d'une telle exigence.

Au coût très vraisemblablement sous-évalué, s'ajoutent des difficultés financières majeures pour EDF. En effet, l'électricien est engagé dans une vaste opération de maintenance destinée à prolonger la durée de vie des réacteurs au-delà de quarante ans, appelée "grand carénage", pour un coût officiel de 50 milliards d'euros. Mais là encore, l'ASN et la Cour des comptes s'inquiètent de la sous-évaluation vraisemblable de ce chantier, qu'elles estiment plutôt autour de 100 milliards d'euros. Au-delà de son évaluation financière, c'est la pertinence de ce chantier qui interroge alors que la loi de transition énergétique votée en 2015 prévoit la fermeture de plusieurs réacteurs. Enfin, on peut ajouter les surcoûts de l'EPR de Flamanville et les risques pris à Hinkley Point.

Il faut que les coûts cachés de la filière soient pris en compte, faute de quoi nous ne disposerons pas des fonds nécessaires au démantèlement.



L'électricité nucléaire n'est pas bon marché

Au vu de ces réévaluations, force est de constater que l'argument du coût de l'électricité française bon marché grâce à la filière nucléaire doit être largement reconsidéré. Il faut que les coûts cachés (d'entretien, de démantèlement...) de la filière soient pris en compte, faute de quoi nous ne disposerons pas des fonds nécessaires au démantèlement de notre parc nucléaire.

À cet égard, il est urgent qu'EDF réévalue ses coûts de démantèlement et engage pour de bon le chantier du démantèlement de ses installations, car quels que soient les choix futurs (beaucoup, un peu ou pas du tout de nucléaire) il faudra bien s'atteler au démantèlement. À moins que pour EDF l'hypothèse implicite soit un renouvellement indéfini du parc (donc des démantèlements à minima des installations) ce qui est en contradiction avec la loi de transition énergétique qui signifie concrètement la réduction d'un tiers du nombre de réacteurs.

La question n'est pas seulement celle de l'équilibre financier de l'entreprise : compte tenu des coûts engagés, c'est l'équilibre financier de l'État qui est visé. Alors que les coûts de production d'électricité d'origine renouvelable s'effondrent et que celui des batteries va suivre à très court terme le même chemin, penser que nos choix du XX^e siècle resteraient pertinents au XXI^e est la pire des illusions. On devrait alors payer deux fois : l'une pour tenter de poursuivre les choix passés et une autre fois pour s'aligner sur ce que les autres pays auront fait. Avec le retard technologique et industriel qui en est le corollaire.

Barbara Romagnan

Ancienne députée PS

Rapporteuse d'une étude sur la faisabilité technique et financière du démantèlement des installations nucléaires, publiée en février 2017

Article initialement publié sur :
www.alternatives-economiques.fr



Fabrication, recyclage... quel est le véritable **impact** écologique des panneaux solaires ?

Trop polluants ou trop chers, fabriqués avec des terres rares... Suite aux nombreuses questions que l'on peut se poser sur les panneaux solaires et face aux fausses informations qui circulent sur Internet, nous reproduisons ici un article qui livre un état des lieux de l'impact environnemental de la filière photovoltaïque.

En France, 55 000 tonnes de panneaux solaires ont été posés durant l'année 2016. Un chiffre qui devrait tripler d'ici 2023, alors que le pays s'achemine vers un objectif de 20,2 GW de puissance installée contre 6,8 GW actuellement. Problème : ces quantités industrielles de panneaux solaires représenteront d'ici quelques décennies autant de déchets à traiter. L'impact écologique de leur production et la question de leur recyclage préoccupent de plus en plus. Une inquiétude légitime, mais qui est aussi exploitée par certains défenseurs du nucléaire et qui entraîne son lot de contre-vérités.

Plusieurs spécialistes font le point sur l'impact écologique réel de la filière photovoltaïque.

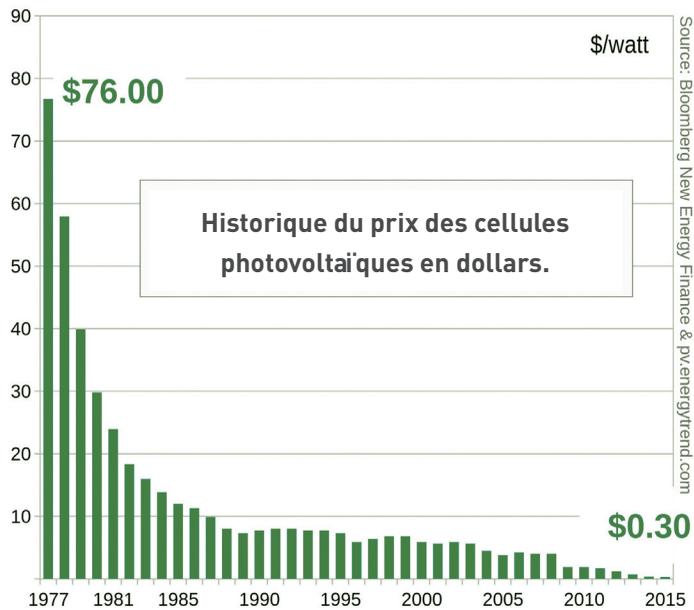
"Les panneaux solaires ne sont pas recyclables"

"C'est faux. Tout du moins pour les modèles au silicium cristallin, qui représentent 90 % du marché mondial", assure Bertrand Lempkowicz, directeur de la communication de PV Cycle, un organisme public chargé du recyclage des panneaux solaires. "On peut recycler un panneau à 100 %, tout dépend de l'intérêt économique. Nous ouvrirons en mars prochain une usine pilote en partenariat avec Veolia dans les Bouches-du-Rhône. Notre objectif est d'y retraiter 98 % des matériaux qui composent les panneaux".

Et pour cause : un panneau solaire est composé à 75 % de verre. Une matière recyclable à l'infini, tout comme l'aluminium qui compose son cadre. À l'intérieur, on retrouve un film plastique en EVA qui peut être transformé en granules pour être refondu ou brûlé pour générer de l'électricité. Enfin, restent les cellules en silicium et les conducteurs électriques qui peuvent être en aluminium, en argent ou en cuivre. Ces éléments sont séparés mécaniquement et chimiquement avant d'être fondus, puis réutilisés.

"Les panneaux nécessitent des terres rares et autres minerais dont la quantité est limitée"

"C'est largement exagéré. On parle de quelques milligrammes d'argent, de bore ou de phosphore par centaine de kilos de panneaux. Ces éléments sont utilisés pour doper le silicium ou améliorer sa conductivité", détaille Xavier Daval, président de SER-Soler, la branche solaire du Syndicat des énergies renouvelables.



"Peut-être que certaines de ces ressources seront un jour en tension, mais nous en sommes loin. Le silicium est après tout le deuxième élément le plus abondant de la croûte terrestre après l'oxygène! Et il y a chaque mois de nouvelles découvertes scientifiques dans le domaine du photovoltaïque qui réduisent la quantité de silicium nécessaire."

"Il faut plus d'énergie pour fabriquer les panneaux qu'ils n'en rapportent"

"C'est totalement faux ! La production nécessite beaucoup d'énergie, c'est vrai, car il faut faire fondre le verre et le silicium métallurgique pour qu'il se cristallise. Mais il en va de même pour fabriquer l'acier et le béton qui composent les centrales atomiques, précise Xavier Daval. Mais si on utilise de l'énergie solaire pour faire fondre ces matériaux, on crée un cycle vertueux. Plus nous aurons d'énergie solaire, plus celle-ci sera propre."

De plus, les processus industriels ont beaucoup évolué ces dernières décennies. Comme le rapporte une étude parue dans Nature Communications en décembre dernier. En 1986, il fallait compter 409 grammes d'équivalent CO2 pour un kWh. Aujourd'hui, l'empreinte d'un panneau solaire n'est plus que de 20 à 25 grammes d'équivalent CO2 par kWh. Concrètement, cela signifie que les panneaux "remboursent" leur dette énergétique en seulement un an et demi en France, contre 5 ans en 1992.

"Il y a chaque mois de nouvelles découvertes scientifiques dans le domaine du photovoltaïque qui réduisent la quantité de silicium nécessaire."





“L’énergie solaire est répartie sur toute la planète, ce qui en fait un puissant facteur de paix pour l’avenir, contrairement au pétrole.”

“Et même si vous habitez en Norvège, où il y a beaucoup moins de soleil, cela reste très intéressant. Vous remboursez leur dette énergétique en deux ans et huit mois, ajoute Bertrand Lempkowicz. Ensuite, c’est de l’énergie gratuite et 100 % propre !”

“Les panneaux ne durent que 25 ans”

“C’est un chiffre que l’on entend souvent, mais qui ne concerne en fait que les premiers panneaux produits dans les années 1980. C’est à dire ceux qui arrivent aujourd’hui dans les filières de recyclage. Pour les nouveaux modèles, on a aucun recul. C’est probablement 50 ans, peut-être plus !, avance le cadre de PV Cycle. Au pire, ils produiront un peu moins avec les années, mais de toute façon les panneaux seront largement amortis et tout ce qui est produit sera du bonus.”



Mais alors, pourquoi les fabricants ne mettent-ils pas en avant cette durée de vie d’au moins 50 ans ? *“Pour ne pas s’engager sur une garantie. Mais Tesla a osé récemment franchir ce pas pour ses toitures solaires avec une garantie illimitée”,* pointe le dirigeant syndical.

“Le photovoltaïque coûte trop cher pour les particuliers”

“Le prix du solaire a baissé de 80 % ces 16 dernières années. C’est comme le prix des téléphones : il est en chute libre et désormais n’importe qui peut s’en équiper, réagit Xavier Daval. Pour donner un ordre d’idée en s’appuyant sur les derniers contrats d’achat, le kWh solaire se négocie actuellement autour de 6,4 centimes en France et 5,8 centimes

en Allemagne. Alors qu’une centrale nucléaire de dernière génération comme l’EPR d’Hinkley Point en Angleterre facturera du 21 centimes du kilowatt-heure !”

“Importer les panneaux solaires de Chine est très polluant”

“Les panneaux sont acheminés en bateau. Et même s’ils émettent du CO2, leurs tonnages sont tellement énormes que la pollution individuelle de chaque panneau est minime. L’idéal serait bien sûr d’avoir des cargos électriques mais ils sont encore au stade de prototype”, constate Bertrand Lempkowicz.

“Très peu d’entreprises européennes de panneaux solaires ont survécu à la concurrence étrangère, mais c’est par manque de soutien des États, déplore Xavier Daval. Nous avons les ressources et le marché pour inventer un second Tesla en Europe, mais il nous manque un industriel avec la volonté d’Elon Musk.”

“On ne peut pas stocker l’énergie produite”

“C’est de moins en moins vrai. On le voit avec Tesla qui installe en ce moment un peu partout dans le monde des batteries géantes au lithium. Mais il y a d’autres façons de stocker l’énergie verte, par exemple en pompant de l’eau dans des barrages ou d’anciennes mines pour la libérer au besoin et alimenter des génératrices, détaille Bertrand Lempkowicz. Et avec les futures smart grids¹, on pourra ajuster la production aux besoins de façon très précise.”

“Il faudrait peut-être aussi apprendre à consommer de façon plus rationnelle. Qui a vraiment besoin d’allumer le four ou la machine à laver à 3 heures du matin ? On aime tous ce confort, mais il faut aussi en voir le prix pour l’environnement, note Xavier Daval. Si on veut approvisionner 10 milliard d’humains d’ici la fin du siècle, il faudra apprendre à être plus sobre énergétiquement. Mais la bonne nouvelle est que l’énergie solaire est répartie sur toute la planète. Ce qui en fait un puissant facteur de paix pour l’avenir, contrairement au pétrole.”

Jean-Jacques Valette

L’île de Kauai dans le Pacifique a été équipée de batteries Tesla pour stocker l’énergie produite par sa ferme solaire.

Notes :

1 : Réseau “intelligent” de distribution d’électricité qui favorise la circulation d’information entre les fournisseurs et les consommateurs afin d’ajuster le flux d’électricité en temps réel et permettre une gestion plus efficace du réseau électrique.

Article initialement paru sur www.wedemain.fr

Lucisol : le soleil en partage

Grand moment sous le soleil du Luberon ! Après trois ans de démarches, l'heure est venue de pousser la manette qui va mettre sous tension la première initiative de Lucisol. Nombreux sont les sociétaires présents, attendant de voir si "ça marche". Ils en rient, applaudissent lorsqu'apparaissent au compteur les tous premiers kilowatts, quatre modestes kWh qui portent en germe les 250 000 destinés à bientôt alimenter une centaine de foyers par an.

Une pensée responsable

Au départ, rien ne distingue Robert Fougerousse de tou.tes celles et ceux à qui le devenir de notre éco-système donne à réfléchir. Fondateur de LSB – La Salle Blanche, qu'il dirige depuis plus de vingt ans, il rêve de produire localement l'énergie nécessaire au fonctionnement de son affaire : "Puisque toute entreprise génère de la pollution", raisonne-t-il, il lui semble normal de "compenser cet impact". Le toit de La Salle Blanche offre un espace de 1400 m². L'entrepreneur est disposé, non pas à les louer, mais à les prêter, pour transformer sa couverture en centrale photovoltaïque.

Robert Fougerousse ne se contente pas de rêver. Il frappe aux portes et trouve un écho positif auprès de l'Agence locale de la transition énergétique (l'ALTE)¹ et de la Coopérative Énerg'éthique o4,² avec lesquelles il s'associe. Dans une optique de responsabilisation, il lui semble vite évident que "tous les toits des zones industrielles devraient être couverts de panneaux photovoltaïques."

Les fondations d'un projet de production d'énergie renouvelable en circuit court

Avec Roger Fernandez³ et Pierre Chenet⁴, ils créent une S.A.S. aux statuts coopératifs : LUCISOL. Comme Luberon, Citoyen, et Solaire. "Mais aussi comme Solidaire", ne manque pas d'ajouter Roger Fernandez, l'accent ensoleillé. Car, afin de soustraire leur initiative à la dépendance envers les gros investisseurs, les trois fondateurs vont se tourner vers une participation locale des citoyen.nes.



mobiliser les habitant.es du territoire concerné. Pour un projet à dimension humaine, rien ne vaut la présence sur les villages associatifs, le contact direct et le dialogue avec la population.

Qu'est-ce qui peut bien pousser des particuliers qui n'ont ni le profil ni le budget d'investisseurs financiers à participer à une telle aventure ? Les motivations sont diverses mais vont toutes dans le même sens : la confiance en des entrepreneurs qui ont fait leurs preuves dans la vie professionnelle, la défiance envers ce qui ne contribue qu'à des bénéfices privés, le désir de pouvoir choisir, et une réflexion sur la dépense énergétique. Dans un second temps, les résultats obtenus.

Miser sur la force du collectif sans se limiter aux intérêts privés

Le seul intérêt des concepteurs est de faire en sorte que l'activité humaine impacte le moins possible l'environnement. Pour cela, ils choisissent de sortir d'un système où l'intérêt de quelques-un.es altère l'environnement sans compensation – ou si peu. Le principe est de mettre en partage ce qui peut l'être : les moyens matériels (un toit prêté) et financiers (une participation citoyenne). Le tarif des parts les rend accessibles (100 € l'unité, bloqués pour trois ans), et chaque sociétaire dispose d'une seule voix au chapitre, quel que soit le nombre de parts acquises.

Si certain.es participant.es au projet ne s'intéressent pas aux retombées financières, tou.tes ne sont pas complètement dénué.es du désir d'investir. Les parts sont remboursées en tenant compte de l'inflation et des dividendes décidés chaque année en Assemblée Générale des sociétaires. En mai 2016, la plateforme de financement participatif Énergie Partagée les rejoint et il devient possible de contribuer au projet en faisant un prêt avec un taux rémunérateur. Simplement, ceux et celles qui investissent

Notes :

- 1 : ALTE – Agence locale de transition énergétique (<https://alte-provence.org/>)
- 2 : Coopérative Énerg'éthique o4 : <http://www.enero4.com/>
- 3 : Président de Lucisol (<http://lucisol.fr/>)
- 4 : Président de l'ALTE
- 5 : Énergie Partagée : <https://energie-partagee.org/>

"Tous les toits des zones industrielles devraient être couverts de panneaux photovoltaïques."



Tous trois chefs d'entreprise, se sachant néophytes en matière de projet éco-citoyen, ils font appel à Énergie Partagée⁵, une association d'aide à la concrétisation et au financement de telles initiatives. Elle les guide, les conseille, si nécessaire les forme pour créer la structure, en rédiger les statuts, obtenir des soutiens financiers, et – très important –

Notes :

6 : <http://arsindustrialis.org/proletarianisation> - Précisant la définition proposée par Karl Marx, qui l'applique en premier lieu à la classe ouvrière, Bernard Stiegler élargit le concept de prolétarianisation à "tout ce qui consiste à priver un sujet (producteur, consommateur, concepteur) de ses savoirs (savoir-faire, savoir-vivre, savoir concevoir et théoriser)." "Le consommateur (...) prolétarié ne produit pas ses propres modes d'existence : ceux-ci lui sont imposés par le marketing qui a transformé son mode de vie en mode d'emploi."

7 : <http://lucisol.fr/lucisol-104/>, "Caractéristiques des panneaux".

8 : Le silicium (composition du verre), l'aluminium et le cuivre. Seul le plastique de leur socle n'est pas recyclable.

9 : Jusqu'au 31 décembre 2017, obligation d'achat par EDF. En 2014, Lucisol a fait partie des 217 lauréats (sur 932 dossiers déposés) à l'appel d'offre nationale de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE), permettant de garantir un tarif d'achat de 0,15 € le kWh durant 20 ans. Une condition nécessaire au développement économique du projet, sans laquelle la centrale n'aurait vendu qu'à 0,06 € le kWh.

10 : <http://www.enercoop.fr/>

ici veulent le faire d'une façon qui soit utile au bien commun et le protège des lois du marché.

En véritable pourvoyeuse d'énergie, Lucisol va plus loin. Elle a surtout été créée, annonce clairement Pierre Chenet, pour "générer l'envie de faire", mettre en échec le discours défaitiste ambiant et transmettre la conviction que la concrétisation de projets écocitoyens relève du possible.

La félicité de pouvoir choisir et assumer ses actes

La volonté de participer à la transition énergétique à sa façon est un autre motif à participation. En refusant la dépendance (plus exactement, ce que Bernard Stiegler redéfinit comme relevant d'une prolétarianisation⁶), les sociétaires de Lucisol redeviennent acteurs de leur mode de vie.



Cela suppose, si on le décide, de ne plus voir s'effondrer sa qualité de vie lorsqu'un conflit humain ou une catastrophe naturelle entravent soudain la circulation à grande échelle de l'énergie. Si tel est notre idéal, ne plus être acculé.e à la détérioration de l'environnement par notre participation à des modes de production incontrôlables.

Enfin, redresser la tête et connaître à nouveau le bonheur de créer sa vie. Pour comprendre combien faire soi-même est facteur d'énergie positive, il n'est que de voir comment est accueillie l'annonce des premiers kilowatts produits, de quoi faire tourner "deux machines à laver" !

Principales sources
<http://lucisol.fr/>
<https://energie-partagee.org/projets/lucisol/>

Lucisol et la centrale 104, nombres et coordonnées

SAS à capital variable créée le 16 avril 2015
 SCI Chênes Verts, ALTE, Energ'Ethique 04 - Président : Roger Fernandez
 06 08 61 65 96 – contact@lucisol.fr
 Impasse Marin la Meslée – BP 20012 – 84401 Apt Cedex
 Apt, chemin de Peyroulière (LSB La Salle Blanche)
 250 MWh/an soit la consommation annuelle d'environ 100 foyers
 1 400 m², 769 panneaux
 Réseau électrique ENEDIS - Vente totale d'électricité à ENERCOOP
 336 000 € investis (90 000 € citoyens, 136 000 € compte courant d'associés)
 Mise en service le 27 juillet 2016 pour une durée de production estimée à 30 ans



Moins de kilomètres et moins de pollution

Dans cette optique, produire où l'on consomme est le B.A. BA. Les panneaux photovoltaïques eux-mêmes sont montés par le fabricant lyonnais SILLIA, "qui a assemblé les composants en provenance d'Allemagne et de Chine (en situation de quasi-monopole dans le monde actuellement)."⁷

Cela permet de limiter la pollution générée par le transport, et offre une certaine maîtrise du recyclage. Les panneaux sont prévus pour accomplir leur mission au moins trente ans. Au bout de ces trois décennies, ils seront démontés sur place et 90 à 95 % de leurs éléments constitutifs, recyclés⁸. En corollaire, une vivification de l'économie locale.

En toute logique militante, ajoutons que, depuis le 31 décembre 2017, Lucisol a cessé de vendre son électricité à EDF⁹, pour fournir le réseau de coopératives ENERCOOP¹⁰.

Cette réflexion sur la dépense énergétique éveille elle aussi le sens des responsabilités et une vigilance dont témoigne l'un des sociétaires : "Ce n'est pas parce que je produis de l'énergie 'propre' que je peux consommer à outrance."

Une production dépassant les espérances

Moyennant quoi, la centrale 104 (du nombre de sociétaires au jour de l'inauguration) fournit une fois et demie l'énergie nécessaire à l'entreprise dont elle meuble le toit, et alimente hors chauffage une centaine de foyers locaux ("les électrons vont au plus près").

On attendait d'elle 240 940 kWh par an. Huit mois après sa mise en route, "l'écart entre le prévisionnel et le réel fait apparaître des taux entre 104 et 135 % selon les mois." Sur le site internet de Lucisol, les sociétaires bénéficient d'un accès privé sur lequel ils peuvent constater en temps réel les effets de leur investissement : l'évolution de la production énergétique de leur centrale photovoltaïque.

Marie Gagnard-Volta

Europe : les choix énergétiques au Portugal et en Belgique

Record de production d'électricité renouvelable au Portugal

La liste des records de production des énergies renouvelables continue de s'allonger pour cette année 2018. Après l'Écosse ou encore le Costa Rica, cette fois-ci c'est le Portugal qui a fait parler de lui ; en mars 2018, il a réussi à produire plus d'électricité de sources renouvelables qu'il n'en a consommé.

La production totale des différentes sources renouvelables a permis de produire 4812 GWh alors que la consommation totale du pays a nécessité 4647 GWh, un ratio de 103 % entre ces deux valeurs. C'est essentiellement les productions d'origine hydroélectriques et éoliennes qui ont permis d'établir ce record absolu pour le pays, permettant d'assurer respectivement 55 % et 42 % de la production totale.

Par ailleurs, cet apport a non seulement permis de réduire considérablement le recours aux énergies fossiles, mais en plus, il a fait chuter le prix de l'électricité. Pour comparaison le MWh valait 39,75 € en mars 2018, contre 43,94 € en mars 2017... Que demande le peuple ?

Cette information doit cependant être nuancée sur un certain point de vue : non, le Portugal n'a pas fonctionné uniquement grâce aux renouvelables au mois de mars. En raison de l'intermittence imputable aux fluctuations de ces sources, le recours ponctuel aux centrales à pétrole ou gaz a été nécessaire pour compléter le mix énergétique en fonction de la demande. Par contre, pendant presque six jours complets, le pays a pu compter sur ses seules sources d'énergie renouvelables.

Par ailleurs, faute d'interconnexions suffisamment développées avec ses voisins européens ou de solutions de stockage, une partie de la production d'énergie n'aura malheureusement pas été utilisée certains jours, comme le 11 mars où la production a représenté 140 % de la consommation totale du pays.

À quand un réseau européen de l'énergie suffisamment fiable pour partager les surplus de production entre les différents pays ?

La Belgique confirme sa sortie du nucléaire pour 2025

Le gouvernement belge a confirmé le 30 mars que les engagements pris par le pacte énergétique de 2015, fixant pour échéance la sortie du nucléaire d'ici 2025 dans le plat pays seront maintenus. C'est en soi une décision importante qu'il faut espérer voir se concrétiser car le challenge n'est pas des moindres, la Belgique produit encore près de la

moitié de son électricité à partir de sept réacteurs, répartis sur deux sites, à Tihange (2 985 MW) en région wallonne et à Doel (2 839 MW) en région flamande. Ce n'est pourtant pas une si bonne nouvelle : la sortie du nucléaire en Belgique avait été actée dès janvier 2003.

Le Parlement fédéral¹ avait alors adopté une loi qui proscrit la construction de nouvelles centrales nucléaires et qui impose la fermeture des centrales existantes après 40 ans d'exploitation. Or, depuis 2015, trois réacteurs du parc ont déjà dépassé ces 40 ans d'exploitation et sont toujours en fonctionnement. Pour le moment, tout laisse à croire que le gouvernement leur laissera finalement atteindre l'âge canonique de 50 ans avant de les déconnecter du réseau...



Cette échéance est tout particulièrement préoccupante dans le cas des réacteurs de Doel 3 (en Flandre) et Tihange 2 (Wallonie). Suite à des mesures effectuées en 2015 par ultrasons, 13 000 fissures ont été répertoriées dans la cuve du réacteur pour Doel 3 et 3150 pour Tihange 2. Certaines de ces fissures atteignent la taille impressionnante de 18 centimètres.

Les antinucléaires belges s'inquiètent par ailleurs que les engagements de fermeture totale du parc, prévue désormais pour 2025, soient encore repoussés à terme, et que l'histoire se répète.

Reste que si la promesse est effectivement tenue dans les sept ans à venir, elle sera un symbole fort pour le reste des pays européens encore dépendants de l'atome. Quant au voisin français, il n'est pas du tout disposé à éliminer le risque nucléaire d'ici là, les discours les plus avancés par notre gouvernement ne promettant, pour le moment, qu'une diminution de la part du nucléaire à 50 % dans le mix énergétique d'ici... 2035.

Benoît Skubich

Notes :

1 : En Belgique, le Parlement fédéral est l'organe législatif de l'État fédéral, constitué de deux chambres : la Chambre des représentants, chambre basse et le Sénat, chambre haute.

Vite des infos !

EPR : Anomalies sur les soudures du circuit secondaire

En avril dernier, EDF a annoncé la détection de nouveaux défauts dans les soudures du circuit secondaire du réacteur EPR de Flamanville (pourtant contrôlées et déclarées conformes). Il ne s'agit pas d'un problème anodin : les équipements concernés sont normalement censés présenter une qualité de fabrication impeccable, dans la mesure où leur rupture aurait des conséquences gravissimes. Aucun défaut ne saurait normalement être toléré. L'Autorité de sûreté nucléaire a pointé du doigt une organisation et des conditions de travail nuisibles à la qualité de réalisation des contrôles.

Rappelons que fin février, d'autres anomalies avaient également été déclarées : déjà, des soudures mal faites, mais aussi des problèmes de fabrication sur des pompes, et problèmes de corrosion sur des tuyauteries du système de refroidissement, et ce malgré des réparations effectuées. Sans oublier les défauts de la cuve du réacteur !

EDF, qui a déjà déposé son dossier de demande de mise en service partielle de l'EPR, avait annoncé les essais à chaud pour l'été 2018 et un démarrage à la fin de l'année. Mais l'exploitant va très probablement devoir revoir son calendrier pour (encore) rafistoler ce réacteur "dernier cri"...

Débat sur l'énergie : le nucléaire et la baisse de la consommation oubliés !

Du 19 mars au 30 juin 2018 a lieu le débat public sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), qui doit définir la politique énergétique de la France jusqu'en 2033 et doit permettre de remplir les objectifs fixés par la loi sur la transition énergétique. Mais s'agit-il vraiment de mettre en débat la politique énergétique du gouvernement, ou juste de faire de la communication ? Les ONG dénoncent un débat aux dés pipés, avec un dossier rédigé par le ministère de la Transition écologique et solidaire — censé apporter les données nécessaires aux discussions — biaisé et incomplet. La question pourtant centrale de la sortie du nucléaire est escamotée et les scénarios de forte réduction de la consommation énergétique oubliés ! La liste de réacteurs à fermer avant 2025 ou 2028 n'est pas au programme de la PPE, et les scénarios de RTE (Réseau de Transport d'électricité) retenus impliquent une prolongation de certains réacteurs au-delà de 50 ans, faisant fi des problèmes de sûreté, du vieillissement du parc, et de la production de nouveaux déchets radioactifs...

Gravelines : des tuyauteries d'évacuation illégales poussent comme des champignons !

En toute discrétion - et en toute illégalité - la centrale nucléaire de Gravelines (Nord) s'est équipée d'une dizaine de canalisations clandestines pour évacuer dans la mer des rejets liquides potentiellement contaminés. Lors de la découverte de ces tuyauteries, en 2016, l'Autorité de sûreté nucléaire avait exigé leur suppression. En vain. En décembre 2017, certaines avaient été provisoirement détournées vers d'autres canalisations... mais les pompes censées permettre l'acheminement de leurs rejets n'étaient pas en état de fonctionner. Quant aux autres, les rejets liquides qu'elles charriaient ne faisaient pas l'objet d'un contrôle rigoureux, notamment concernant la radioactivité. L'une des canalisations n'était ni étanche, ni équipée d'un filtre. Cette négligence d'EDF a peut-être déjà débouché sur une pollution chimique ou radioactive des eaux. Ces problèmes ne sont pas isolés : les négligences à la centrale de Gravelines vis-à-vis de la sûreté sont récurrentes (plusieurs fuites de tritium en 2013 et 2014). Pour faire cesser cette impunité, le Réseau "Sortir du nucléaire" et d'autres associations ont déposé plainte contre EDF et le directeur du site en janvier 2018.



© EDF



DR

Le nucléaire, ça ne paie plus !

En mars 2018, l'entreprise américaine First Energy a annoncé la fermeture de trois réacteurs dans l'Ohio. Motif ? Malgré "des mesures agressives pour réduire les coûts", leur électricité était devenue beaucoup trop coûteuse à produire en l'absence de subventions. Cette décision n'est pas une exception aux États-Unis, où, ces dernières années, plusieurs firmes ont renoncé à prolonger des centrales vieillissantes pour des raisons économiques.



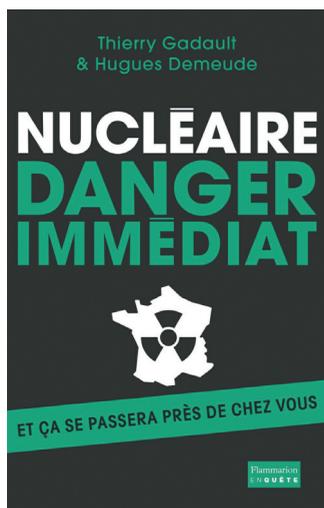
© Coll.Musée de La Poste Paris

Projet de timbre-poste en 1978.

Nous avons lu, vu, écouté

Nucléaire, danger immédiat... Et ça se passera près de chez vous

Thierry Gadault et Hugues Demeude,
Flammarion, 2018, 286 p., 21€,
à commander sur :
<http://boutique.sortirdunucleaire.org/>



Malfaçons cachées sur des pièces importantes pour la sûreté, risques imminents liés au vieillissement des installations : les centrales françaises sont au bord de la rupture. Bien que consciente de tous ces problèmes, dont elle dissimule l'ampleur, EDF tient à prolonger leur fonctionnement coûte que coûte. En France, l'hypothèse d'une catastrophe semblable à celle de Fukushima semble de plus en plus probable.

Dans cette enquête, les journalistes d'investigation Thierry Gadault et Hugues Demeude mettent en lumière ce que nous dénonçons au quotidien à propos du parc nucléaire français... tout en soulevant des problèmes inédits ou peu connus. S'appuyant sur des entretiens réalisés avec des experts indépendants et un lanceur d'alerte, ils attirent notre attention sur les fissures qui affectent les cuves de nombreux réacteurs, d'inquiétants défauts de fabrication sur des pièces cruciales passés sous silence, ou encore les risques naturels qui menacent les sites nucléaires.

Les auteurs ont récemment été entendus par la Commission d'Enquête parlementaire sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires... et il y a de quoi ! Une lecture salutaire, qui n'est pas réservée qu'aux techniciens et qui donne envie d'agir.

Charlotte Mijeon

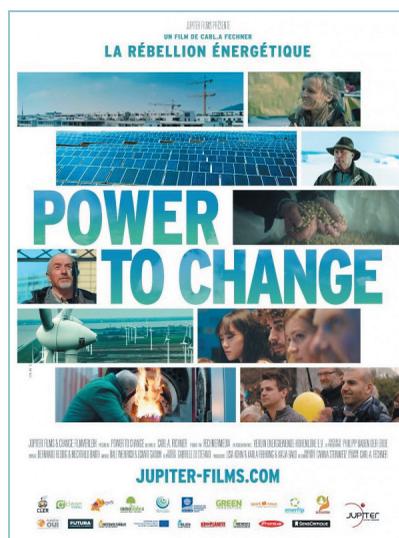
Power to change - La Rébellion Énergétique et La 4^e Révolution

Réalisateur Carl A. Fechner, 2009
et 2017, coffret double DVD, durée
totale 3h03, 25 €, à commander sur
<http://boutique.sortirdunucleaire.org>

Se présentant comme un plaidoyer "pour une mise en œuvre rapide de la révolution énergétique", le documentaire Power to change nous invite à la rencontre de courageux pionniers imaginant comment, à partir de sources 100 % renouvelables, produire une énergie durable et moins coûteuse. Les intervenant.es sont convaincant.es et ont le mérite de présenter clairement les enjeux stratégiques de la circulation de l'énergie. D'aucun.es regrettent cependant que le film se contente de traiter la question à grande échelle, dans un pays (l'Allemagne) où le statut de l'écologie permet peut-être davantage qu'ailleurs les initiatives au niveau industriel.

Le 2^e film, *La 4^e révolution : l'autonomie énergétique*, nous présente également l'assurance d'une possible transition rapide (en trois décennies) vers les énergies renouvelables, proposant une approche de leur utilisation qui permette d'en réduire la dépense. Tandis qu'une voix experte affirme irréaliste cette approche, les exemples concrets, à divers endroits du monde, se succèdent et semblent prouver le contraire. Surtout si les avancées techniques parviennent un jour à résoudre les problèmes de stockage de l'énergie.

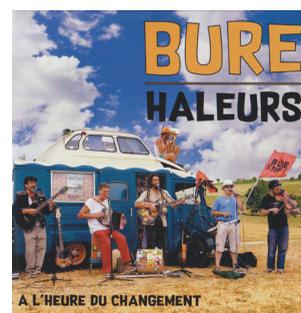
Marie Gagnard-Volta



À l'heure du changement

Bure Haleurs, CD 6 titres,
durée 25 mn, autoproduction
à commander par mail :
burehaleurs@yahoo.com, prix libre

Les Bure Haleurs font partie de ces groupes dont l'engagement et le mode de vie sont des sources d'inspiration. Ces musiciens ne vous raconteront pas des fariboles et autres mièvreries commerciales. Dès le premier titre, nous embarquons dans l'univers militant et antinucléaire du groupe qui lance, sans préliminaire, un appel à arrêter les trains chargés de déchets atomiques.



Les titres qui suivent sont tous dansants, chantants et entraînants. Leur simplicité en fait des hymnes que l'on devrait retrouver aux cœur des rassemblements. Mais prenez garde, leur superficialité n'est qu'apparente. Chaque titre est un joyeux pamphlet militant, qui nous incite à nous promener dans la nature, là où les chemins sont sûrs, ou encore à prendre notre binette pour produire des aliments sains et goûts.

L'ambiance générale est, à n'en point douter, festive. Les six chansons de cet album sont toutes autant d'hymnes à reprendre en chœur, des ritournelles dont chaque rime est une lime utile pour scier les barreaux derrière lesquels nous enferme le système actuel.

Pour une société sans chimie et sans nucléaire, pour des jardins biologiques et des sourires en forme de banane, pour se fendre la gueule et dénoncer l'absurdité de notre monde, n'oubliez pas de chanter et de suivre les haleurs le long de leurs chemins de traverse.

Et surtout, un conseil, n'oubliez pas votre brouette !

Jocelyn Peyret

Ça grésille dans le poteau : histoires de la lutte contre la THT Cotentin-Maine

Recueils sonores sous forme de livre-DVD à commander à : La Grange de Montabot, la Bossardière, 50410 Montabot. 21 € frais de port inclus, chèque à l'ordre du PAVE.

Contact : editionsmercastor@riseup.net / 06 51 67 94 44

De nombreuses études montrent la dangerosité des ondes produites par les lignes THT pour les habitant.e.s mais aussi pour les animaux.

Une des faiblesses d'un réacteur et de toute centralisation de la production de l'électricité réside dans sa distribution. Il en va ainsi du système français qui voit courir sur des centaines de kilomètres des lignes très haute tension (400 000 V) qui acheminent le courant de sa source au consommateur qui, lui, recevra du 220 V à sa prise.

Déjà dans les années 1970, de nombreuses luttes se focalisèrent sur ces couloirs de ligne qui allaient défigurer le paysage. Dans la plupart des cas, les lignes furent construites, ce sont celles qui balafrent actuellement le pays dans tous les sens possibles, telle une gigantesque toile d'araignée.

Ces dernières années, une des lignes THT qui préoccupait autant RTE (Réseau de transport d'électricité) que les opposants, était celle qui devait évacuer l'électricité du réacteur EPR, en construction dans la Manche (50). Sans cette ligne, impossible de distribuer le courant jusqu'en Ille-et-Vilaine, un des départements qui recevra de l'électricité produite par le nouvel EPR, si jamais il démarre un jour, ce contre quoi la mobilisation continue.

Depuis le début des années 2000, plusieurs modes opératoires ont été envisagés pour cette ligne : l'enfouissement terrestre ou maritime ont été jugés trop onéreux. La ligne sera donc aérienne. Et c'est là que le bât blesse. En dehors de l'enlaidissement des paysages de bocage traversés, de nombreuses études montrent la dangerosité des ondes pour les habitant.e.s mais aussi pour les animaux qui paissent à proximité.

À l'Ouest, de nombreuses associations et collectifs se sont regroupés pour empêcher la construction de la ligne, avec l'occupation d'un certain nombre de pylônes et des manifestations qui rassemblaient plusieurs milliers de personnes. Depuis plusieurs années, un des centres nerveux de l'opposition à la THT se trouve être la Grange de Montabot (50). Ce lieu, né de la volonté de plusieurs militant.e.s de se rapprocher des territoires en lutte, un peu dans la même dynamique que la Maison de la résistance à Bure, organise de nombreuses rencontres et actions pour empêcher la mise en place des pylônes. Les membres de la Grange de Montabot, depuis quelques années, collectent des témoignages de militant.e.s contre la ligne THT.

Aujourd'hui, la somme de ces entretiens, une quantité colossale d'archives, est disponible sous la forme d'un livre-DVD pour lequel le choix a été fait de transmettre, de manière quasi brute, les enregistrements récoltés.

Ce document unique n'est rien d'autre qu'une mémoire orale des luttes et des expériences de chacun.e. Rassemblées en cinq épisodes distincts, les paroles recueillies retranscrivent un fil commun fait de récits personnels, d'anecdotes et d'histoires de l'opposition.

Comme il est indiqué dans l'introduction de l'épisode 4, "la première partie se déroule dans la Manche dans un territoire rural, de bocage vallonné. On entend les tracteurs, la pluie, le vent, des gendarmes, des pales d'hélicoptères. L'ambiance y est tantôt hostile, tantôt bon enfant. Le Chefresne et Montabot sont l'épicentre de ce récit".

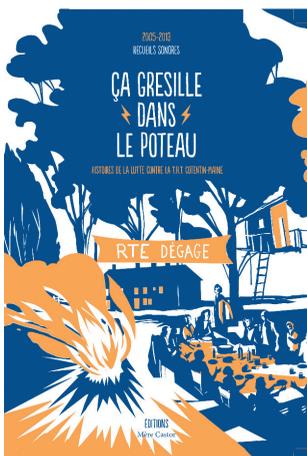


DR

Le DVD est une épopée documentaire sonore qui présente plus de sept heures d'écoute quand le livre, agrémenté de nombreuses photos et illustrations, est un complément à ces interviews, permettant de préciser certains événements et de mieux en suivre la chronologie.

Aujourd'hui, alors que la ligne est en service depuis l'été 2013, ce document revêt l'importance d'une volonté de transmission d'expériences de terrain, afin que les luttes actuelles puissent s'en inspirer. Il est aussi un hommage à toutes les personnes qui se sont investies et qui ont subi les pressions du lobby pro-nucléaire. Il représente ainsi les voix multiples de la société française confrontée à la puissance de l'État et de ses sbires.

Jocelyn Peyret

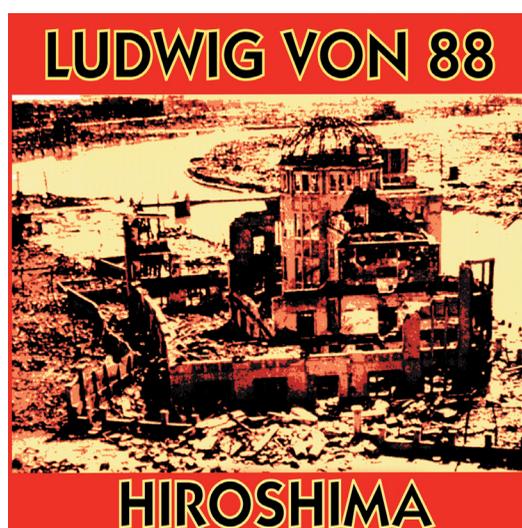


50 ans d'inconscience

Ludwig von 88 est un groupe punk français créé dans les années 80. En 1995, ils produisent l'album-concept *Hiroshima*, pour commémorer les 50 ans du bombardement atomique. À l'occasion de la réédition en vinyle du disque, nous avons rencontré Karim, chanteur du groupe, afin qu'il nous raconte la genèse de ce projet.

Pourquoi le choix d'un tel sujet et comment l'avez-vous abordé ?

Nous étions après la guerre froide, il y avait toujours dans l'air l'idée d'une confrontation entre les deux grosses puissances, l'escalade de l'armement. Et puis, historiquement nous ne devons pas oublier ce genre de conneries. Il s'agit d'un marqueur historique, un des trucs les plus horribles avec l'holocauste. C'est le meilleur exemple, et le seul, d'un bombardement nucléaire sur une population civile et de ses conséquences. Ce fut un laboratoire scientifique et l'occasion pour les États-Unis de prouver au monde qu'ils avaient une arme surpuissante.



J'ai donc commencé par regrouper des témoignages, il y avait peu de choses de disponibles à l'époque : par exemple les livres *Little Boy*, récit des jours d'Hiroshima, du docteur Shuntaro Hida ; J'avais six ans à Hiroshima, par Keiji Nakazawa ; *Historique de la bombe A*, par Fletcher Knebel. Il y avait aussi le film *Pluie Noire* qui est très visuel, sur les conséquences psychologiques des irradiés, les Hibakushas. J'ai ensuite compilé des bouts de textes puis écrit les paroles que je voulais, au départ, plus dénonciatrices. Mais au final ce n'était pas nécessaire, les textes se suffisaient à eux-mêmes.

L'album comporte six titres, peux-tu nous les présenter ?

Le livret joint au disque propose d'amples extraits de livres. Avec la musique et les textes, il permet une prise de conscience, au moment où Chirac avait décidé de reprendre les essais nucléaires (en 1995). Nous avons choisi d'illustrer tout le processus de la fabrication jusqu'aux impacts des bombardements, en racontant l'histoire des Hibakushas, les survivants. La seule difficulté pour nous est que nous

ne pouvons le jouer sur scène. Il y a des montages sonores, une continuité qu'il est difficile de reproduire en concert. C'est un tout, une chronologie qui ne peut être dissociée.

D'après vous, quelle est la situation aujourd'hui ?

Il n'y a plus cette menace de guerre froide qui planait dans les années 80. Il y a toujours l'éventualité d'un taré qui balancerait une bombe mais il n'y a plus de risque de conflit généralisé. Le cas de la Corée du Nord participe à un imaginaire politique utilisé comme l'histoire des armes de destruction massive en Irak : géopolitiquement ça ne représente pas grand-chose, ça sert surtout aux États-Unis et à leur économie basée sur la guerre et l'armement. Pour nous, l'idée de conserver des armes nucléaires est aberrant ! Aujourd'hui on connaît la puissance militaire de chacun, aucun pays n'attaquerait les USA, bombe nucléaire ou pas.

Il y a par contre le risque évident du terrorisme. Depuis l'effondrement de l'URSS, nous pouvons craindre que de la matière nucléaire tombe dans les mains de terroristes ! Le risque est plus là aujourd'hui qu'en Corée du Nord, car même si Kim Jong-un a les moyens d'envoyer une bombe, il ne le fera pas, cela réduirait son pays en cendres.

Pour moi, il y a plus de risques avec les centrales que les armes nucléaires.

Il y a eu Three Mile Island, on nous a dit que ce n'était pas très grave, qu'il n'y avait pas de probabilité d'accident en France. Puis est survenue la catastrophe de Tchernobyl qui a flingué une grosse région de l'Ukraine, dont le nombre de morts reste inconnu.

Si on prend le dernier exemple en date, Fukushima, on voit bien que l'on ne maîtrise pas très bien l'ampleur des dégâts, et ce n'est qu'une centrale qui a explosé !

Si aujourd'hui vous deviez refaire un album-concept, quelle serait votre thématique ?

Je pense qu'on choisirait Fukushima parce que le sujet est plus d'actualité. Au niveau des enjeux, il y a plus à sensibiliser sur l'énergie nucléaire que sur une guerre atomique. Il y a bien sûr d'autres sujets graves à traiter, mais pour nous, en tant que musiciens, nous devrions choisir un sujet réductible à une histoire. Hiroshima et Nagasaki en étaient une, une des plus terribles...

Propos recueillis par Jocelyn Peyret

Les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki comptent parmi les événements les plus horribles de l'histoire. Nous avons choisi de raconter l'histoire des Hibakushas, les survivants.

SAMEDI 16 JUIN 2018 À BAR-LE-DUC UNE JOURNÉE CONTRE LA POUCELLE NUCLÉAIRE

LA FORÊT
S'INVITE
EN VILLE !

BURE À BAR...
...ILS VONT
VOIR À QUEL BOIS
ON CAR-BURE !



INFOS 06 50 69 72 61, 06 81 71 54 52

*Le matin pour réfléchir
L'après-midi pour agir*